

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 16 octobre 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°229 ■

TEBBOUNE PRÉSIDE
UNE RÉUNION DU CONSEIL
DES MINISTRES
**Plusieurs dossiers
examinés**

P 16

TRANSFERTS SOCIAUX DIRECTS

2 895 milliards de DA dégagés pour 2024

Le gouvernement va augmenter son budget alloué aux transferts sociaux directs pour l'exercice de 2024, et ce, dans le but de préserver et de consolider davantage le pouvoir d'achat des ménages. Selon les chiffres présentés samedi soir par le Premier ministre Aïmene Benabderrahmane, les transferts sociaux directs connaîtront une hausse sensible de 180 milliards de DA par rapport à 2023. Ils passeront de 2714 milliards de DA à 2 895 milliards en 2024. Soit 19,18% du budget de l'Etat, indique-t-il. P 3



SALON NORTH STAR DE DUBAÏ
**Vers un partenariat
algéro-émirati dans le
domaine des startups**

Une délégation algérienne d'entrepreneurs conduite par le directeur général de l'accélérateur public Algeria Venture, Sid Ali Zerrouki, a été reçue dimanche à Dubaï, par le ministre émirati de l'Economie et du Tourisme, Abdullah bin Touq Al-Marri, avec lequel elle a évoqué les perspectives de partenariat dans le domaine des startups.

P 2

DÉVELOPPEMENT DES
RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

**L'Algérie accompagnera
le Zimbabwe**



Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a reçu, dimanche au siège du ministère, son homologue de la République du Zimbabwe, Frederick Musiwa Shava, qui se trouve en Algérie dans le cadre de sa participation à la 20e Réunion ministérielle des pays africains-pays nordiques, dont les travaux Débuteront ce lundi, indique un communiqué du ministère.

P 5

ORAN
**40.000 hectares
consacrés à la
céréaliculture**



Une superficie de 40.000 hectares de terres agricoles a été consacrée à la céréaliculture dans la wilaya d'Oran, au titre de la campagne labours-semailles pour la saison agricole 2023-2024, lancée jeudi depuis la ferme pilote "Si Miloud" dans la commune de Oued Tlelat.

P 6

ALGÉRIE-VIETNAM

**Tenue de la 12e
commission mixte du 16
au 18 octobre à Hanoï** P 2

PÉNURIE DE MÉDICAMENTS EN ALGÉRIE

**Les explications du
Premier ministre** P 3

SÉCHERESSE

**90.000
agriculteurs touchés
dans 34 wilayas** P 4

ÉCHANGES
COMMERCIAUX
AUX FRONTIÈRES

Une
délégation
tunisienne à
El-Tarf

Le wali d'El Tarf , Mohamed Meziane, a reçu la délégation tunisienne qui participera à la première rencontre conjointe algéro-tunisienne dans le cadre du renforcement des échanges commerciaux aux frontières entre les deux pays, étendues sur environ 100 kilomètres. Les autorités de la wilaya d'El-Tarf et celles du gouvernorat de Jendouba en Tunisie explorent les moyens de fructifier la coopération entre les deux villes.

ORAN

Perturbation
dans
l'alimentation
en eau
potable dans
la zone Est

L'ensemble de la zone Est de la wilaya d'Oran connaîtra des perturbations dans l'alimentation en eau potable, à partir de lundi, en raison d'un arrêt programmé de la Station de dessalement d'eau de mer d'El-Mactaâ, a indiqué, dimanche, un communiqué de la Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (SEOR). « La Station de dessalement d'eau de mer d'El-Mactaâ a programmé un arrêt complet d'une durée de 36 heures, à partir du lundi 16 octobre à 8h00 », a précisé le communiqué. Les perturbations toucheront toutes les communes de la zone Est de la wilaya, notamment El Braya, Benfreha, Hassi Mefsoukh, Gdyel, Sidi Benyebka, Arzew, Mers El Hadjadj, Aïn El Bia, En-Nedjma, Sidi Chahmi, Hassi Bounif, Hassi Benokba, Sidi El Bachir, Belgaïd, Bir El Djir et Boufatis, ainsi que la zone Est de la ville d'Oran, a indiqué la même source.

SALON NORTH STAR DE DUBAÏ

Vers un partenariat algéro-emirati dans le domaine des startups

Une délégation algérienne d'entrepreneurs conduite par le directeur général de l'accélérateur public Algeria Venture, Sid Ali Zerrouki, a été reçue dimanche à Dubaï, par le ministre émirati de l'Economie et du Tourisme, Abdullah bin Touq Al-Marri, avec lequel elle a évoqué les perspectives de partenariat dans le domaine des startups.

Par R E

Cette rencontre, qui a vu la présence du président du conseil d'administration de la Chambre de commerce et d'industrie de Dubaï, Abdel Aziz Al Ghurair, s'est déroulée en marge du salon North Star 2023, qui a ouvert ses portes dimanche au niveau du site du port de Dubaï. Les entretiens entre les deux parties ont porté sur les possibilités et les conditions d'attirer des startups algériennes et de leurs offrir les moyens pour s'installer de façon permanente à Dubaï, a indiqué M. Zerrouki à l'APS, soulignant que le ministre émirati a salué "fortement la participation des entreprises algériennes au salon North Star et au Gitex Global, en tant que l'une des cinq plus importantes délégations étrangères de cet événement". Le DG d'Algeria Venture a ajouté également que "la partie émiratie a affiché sa disponibilité à ouvrir une représentation permanente aux startups algériennes et à financer leurs projets si elles souhaiteraient s'installer à Dubaï". "Dans le cadre de notre mission de créer un écosystème favorable aux startups,

nous accompagnons nos entrepreneurs pour avoir plus de visibilité à l'international et de s'exporter", a souligné M. Zerrouki, dans ce contexte, précisant qu'une première proposition a été faite à la partie émiratie pour recevoir prochainement trois startups algériennes en mesure de se projeter dans cette perspective et qui peuvent étendre leurs champs d'action. A noter que 25 startups algériennes, accompagnées par l'accélérateur public Algeria Venture, prennent part, du 15 au 18 octobre, à Dubaï, au salon North Star by GITEX (Gulf Information Technology Exhibition), l'un des plus grands événements mondiaux consacrés aux technologies et aux startups. Ces startups sont représentées par une délégation qui compte une soixantaine de jeunes entrepreneurs, qui participent pour la première fois au salon « EXPAND NORTH STAR », un événement associé et organisé en parallèle au GITEX Global, sous le thème de l'intelligence artificielle, dans un stand algérien de 300 m2, au niveau du port de Dubaï. La participation à cette manifestation est organisée sous la tutelle du ministère de l'Economie et de la connaissance et des start-ups, à

travers son accélérateur Algeria Venture. Le salon Expand North Star est organisé par la Chambre de l'économie numérique de Dubaï sur le nouveau site du Dubaï Harbour (port de Dubaï) et devant accueillir plus de 100 pays représentés par 1800 startups dans 9 halls déployés sur une superficie de plus de 250000 M2. En parallèle à l'exposition, trois start-ups algériennes ont été admises à la dernière étape pour le concours de la « finale du Pitch », et pouvant remporter des prix de 100.000 dollars par gagnant. Soulignant que l'objectif de la participation algérienne est de mettre en avant l'innovation algérienne et la promotion des start-ups, M. Zerrouki a expliqué que « l'Algérie aspire à prendre une place prépondérante sur la scène mondiale de l'innovation ». « Nous comptons exploiter cet événement comme une plate-forme pour présenter les avancées technologiques réalisées par les start-ups algériennes », a fait observer encore le DG de Algeria Venture. Ainsi, les startups algériennes auront l'occasion de présenter leurs solutions novatrices à un public international, d'établir des partenariats et d'attirer l'attention des investisseurs potentiels.

ALGÉRIE-VIETNAM

Tenue de la 12^e commission mixte du 16 au 18 octobre à Hanoï

La 12e session de la commission mixte algéro-vietnamienne se tiendra du 16 au 18 octobre à Hanoï (Vietnam), a indiqué, dimanche, un communiqué du ministère de l'Industrie et de la production pharmaceutique. Présidée du côté algérien par le ministre de l'Industrie et de la production pharmaceutique, Ali

Aoun, et du côté vietnamien par le ministre de la Construction, Nguyen Van Thang, la commission aura à examiner les moyens de renforcer les relations bilatérales entre les deux pays, ajoute le communiqué. La rencontre constituera pour les deux parties une occasion d'évaluer la coopération bilatérale et

d'examiner les nouvelles perspectives de partenariat et d'investissement, en vue de donner un nouveau souffle aux relations bilatérales". En marge de la tenue de la commission mixte, le ministre présidera les travaux du Forum des hommes d'affaires algéro-vietnamien.

La visite qui s'inscrit dans "le cadre du renforcement de la coopération entre les deux pays amis, notamment dans le domaine commercial", sera également une occasion "pour conclure des accords de coopération dans plusieurs domaines", précise la même source.

R E.

JUSTICE

Début du procès de 94 accusés dans l'affaire de Djamel Bensmail

Le procès des 94 accusés, condamnés en première instance à des peines allant jusqu'à la peine capitale, dans l'affaire de l'assassinat du jeune Djamel Bensmail a débuté, dimanche au tribunal criminel de Dar El-Beïda (Alger). Le tribunal criminel de première instance de Dar El-Beïda avait condamné, le 24 novembre 2022, 94 individus pour meurtre et lynchage de Djamel Bensmail assassiné en août 2021 à

Larbaâ Nath Irathen dans la wilaya de Tizi Ouzou. Le tribunal avait condamné 49 accusés à la peine capitale, 28 autres accusés à des peines allant de deux (02) à dix (10) ans de prison ferme, et avait acquitté 17 autres. Les condamnés sont accusés d'actes terroristes et subversifs attentatoires à la sécurité de l'Etat, à l'unité nationale et à la stabilité des institutions ainsi qu'à leur fonctionnement

normal, en semant la terreur au sein de la population et en créant un climat d'insécurité par l'agression morale et physique contre les personnes, mettant leurs vies et leurs biens en danger. Ils sont également poursuivis pour homicide volontaire avec préméditation, délit d'agression portant atteinte à l'intégrité territoriale et complot pour commettre des délits prévus à l'article 77 du Code pénal.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

TRANSFERTS SOCIAUX DIRECTS

2 895 milliards dégagés pour 2024

Le gouvernement va augmenter son budget alloué aux transferts sociaux directs pour l'exercice de 2024, et ce, dans le but de préserver et de consolider davantage le pouvoir d'achat des ménages. Selon les chiffres présentés samedi soir par le Premier ministre Aïmene Benabderrahmane, les transferts sociaux directs connaîtront une hausse sensible de 180 milliards de DA par rapport à 2023. Ils passeront de 2714 milliards de DA en 2023 à 2 895 milliards. Soit 19,18% du budget de l'Etat, indique-t-il.

Par Sirine R.

Ceci conforme l'orientation du gouvernement pour la préservation du pouvoir d'achat, en maintiendra la subvention des produits de large consommation et les légumes secs. Dans le détail, 502 milliards de DA seront consacrés pour la subvention des produits alimentaires (lait, sucre, semoule, huile et légumes secs), 163 milliards pour le raccordement des foyers au réseau d'électricité et 313 milliards pour le logement. S'agissant de l'approvisionnement du marché, le Premier ministre a rassuré les représentants du peuple que les perturbations qu'a connu le marché des produits alimentaires de large consommation seront éliminées avant la fin 2023. Il a relevé la prise de toutes mesures visant à juguler l'inflation importée et lutter contre la hausse des prix qu'il a qualifiée de « conjoncturelle ». Pour illustrer ses propos, le chef de l'Exécutif a souligné que des mesures ont été prises sur le terrain dans le but de maîtriser le réseau de distribution des produits de large consommation qui comprend douze (12) produits alimentaires de base, affirmant que « les perturbations d'approvisionnement du marché seront éliminées avant le 31 décembre ». Ajoutant à cela, il a annoncé le parachèvement d'un projet de décret exécutif définissant les marges bénéficiaires maximales des légumineuses, du riz et des autres produits alimentaires de large consommation. L'objectif de ce texte étant de mettre en place les

mécanismes juridiques à mêmes de protéger le consommateur, dira-t-il, et de moraliser les pratiques commerciales en vue de maintenir l'approvisionnement régulier du marché. Il a évoqué, également, les mesures prises pour lutter contre l'inflation importée, qui est, selon lui, l'une des principales raisons de l'inflation en Algérie. A ce propos, le Premier ministre a indiqué que la Banque d'Algérie a pris une série de mesures, dont le taux de change nominal. Selon lui, « le taux de change réel nominal augmenté de 8,1% sur une base annuelle en juillet 2023, a contribué à la réduction de l'inflation importée ». M. Benabderrahmane a précisé que cette hausse de la valeur du dinar a été réalisée à la faveur de la bonne performance des principaux indicateurs économiques en Algérie notamment le solde positif continuuel de la balance des paiements. En ce qui concerne les mesures de régulation et d'assainissement des importations, M. Benabderrahmane a expliqué que le nombre d'intervenants dans l'importation de marchandises destinées à la vente au détail avait diminué pour atteindre 14.858 intervenants, alors qu'il était supérieur à 43.000 avant 2022, « sans toucher aux besoins du marché national et aux consommateurs ». M. Benabderrahmane a donné pour preuve de « la non-limitation des importations », les statistiques du commerce extérieur pour les huit premiers mois de cette année qui indiquent une augmentation de la valeur totale des importations de 10,38 %, tandis que

les importations d'intrants destinés aux secteurs d'activité tels que les équipements agricoles (+29,77%) et industriels (+37,3%) ont enregistré des augmentations significatives, en sus des produits de consommation non alimentaires (+24,85%). Par ailleurs, le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane a affirmé que l'Algérie avait réalisé des « acquis importants » dans un contexte économique mondial marqué par la récession, soulignant la nécessité de poursuivre les efforts pour réaliser les objectifs de développement durable. Il a indiqué que « les acquis importants réalisés au cours de l'année (septembre 2022/septembre 2023) ont été concrétisés grâce aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en dépit du contexte économique mondial marqué par la récession et un contexte géostratégique instable ». Le Premier ministre a souligné, dans ce sens, que l'Algérie « a su gérer ses affaires politiques, économiques et financières, et elle continue de réaliser cette relance et de diversifier ses sources économiques à travers la relance de l'investissement selon de nouvelles bases fondées sur la transparence et la rationalisation des dépenses publiques ». Enfin, Benabderrahmane a mis l'accent sur l'importance de « la persévérance en redoublant d'efforts pour réaliser les objectifs de développement, et ce, dans le cadre de la concrétisation du programme du président de la République pour une Algérie nouvelle qui a sa place au rang des pays avancés ».

APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ EN PRODUITS DE LARGE CONSOMMATION

«Les perturbations seront éliminées avant la fin de l'année»

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane a indiqué, samedi soir, que les perturbations d'approvisionnement du marché en produits alimentaires de large consommation seront éliminées "avant la fin de l'année", affirmant la prise de toutes les mesures visant à juguler l'inflation importée et lutter contre la hausse des prix qu'il a qualifiée de "conjoncturelle". Répondant aux préoccupations des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) sur la Déclaration de politique générale du Gouvernement, lors d'une plénière présidée par le président de l'Assemblée, Brahim Boughali en présence de membres du Gouvernement, le Premier ministre a souligné que des mesures ont été prises sur le terrain dans le but de maîtriser le réseau de distribution des produits de large consommation qui comprend douze (12) produits alimentaires de base, affirmant que "les perturbations d'approvisionnement du marché seront éliminées avant le 31 décembre". "L'élaboration du projet de décret exécutif définissant les marges bénéficiaires maximales des légumineuses, du riz et des autres

produits alimentaires de large consommation a été parachèvement, l'objectif de ce texte étant de mettre en place les mécanismes juridiques à mêmes de protéger le consommateur et de moraliser les pratiques commerciales en vue de maintenir l'approvisionnement régulier du marché", a poursuivi le Premier ministre. Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie visant à réaliser l'autosuffisance en produits de large consommation, M. Benabderrahmane a rappelé que des mesures spécifiques avaient été prises pour relancer le secteur des légumineuses à travers l'expansion de la superficie qui leur est consacrée à 150.000 hectares et l'orientation de 34 fermes pilotes d'une superficie totale de 37.700 hectares vers la production exclusive de légumineuses, en parallèle avec la décision du Gouvernement de "constituer un stock de sécurité équivalent à 12 mois de consommation nationale de légumineuses". Concernant l'augmentation des capacités de stockage des céréales, M. Benabderrahmane a déclaré que 331,5 milliards de DA avaient été alloués pour la réalisation de 30 silos et 350 centres de stockage de proximité dans le

cadre de l'effort visant à augmenter les capacités de stockage à 9 millions de tonnes et à porter les réserves stratégiques de céréales à 9 mois de la consommation nationale. Sur la régulation et l'encadrement du marché pour assurer la stabilité des prix, le Premier ministre a affirmé que la hausse des prix est "conjoncturelle", saluant les efforts de l'Etat dans ce sens visant à trouver des solutions pour intégrer les commerçants de l'informel dans les marchés non exploités au nombre de 622 sur un total de 1502 marchés de détail au niveau national. Par ailleurs, pour lutter contre l'inflation importée, l'une des principales raisons de l'inflation en Algérie, la Banque d'Algérie a pris une série de mesures dont le taux de change nominal, "en ce que le taux de change réel nominal augmenté de 8,1% sur une base annuel en juillet 2023, a contribué à la réduction de l'inflation importée", a relevé le Premier ministre qui a précisé que cette hausse de la valeur du dinar a été réalisée à la faveur de la bonne performance des principaux indicateurs économiques en Algérie notamment le solde positif continuuel de la balance des paiements.

PÉNURIE DE MÉDICAMENTS EN ALGÉRIE

Les explications du Premier ministre

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a évoqué samedi, à l'Assemblée populaire nationale, les mesures du gouvernement pour contrer les pénuries des médicaments. Il a, entre autres, cité « l'accélération des procédures douanières » afin de permettre l'acquisition en grandes quantités des médicaments manquants sur le marché, notamment les anesthésiques et les anticancéreux. Une partie des quantités de médicaments importées a été réceptionnée en septembre dernier et une deuxième est prévue pour ce mois d'octobre, a assuré Aïmene Benabderrahmane devant les députés. Les laboratoires pharmaceutiques étrangers qui « n'ont pas apprécié les mesures » de l'Algérie visant à favoriser la production nationale en médicaments ont été pointés du doigt par le Premier ministre. Ce dernier a annoncé que des instructions fermes ont été données pour mettre en place un stock stratégique permanent au niveau de la Pharmacie centrale des hôpitaux et pour activer « les mécanismes » destinés à « éviter les pénuries ». Le Premier ministre a cité, entre autres, la plateforme numérique dédiée à la déclaration hebdomadaire des stocks de produits pharmaceutiques et des quantités distribuées par les établissements d'importation et de fabrication de ces produits.

Synthèse S R.

GOVERNEMENT

Dégel définitif des promotions dans la Fonction publique

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane a affirmé, samedi, que sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, il a été décidé de lever, de manière définitive, le gel des promotions dans la Fonction publique, ce qui permettra à 280.000 fonctionnaires remplissant les conditions d'ancienneté, d'en bénéficier. Le Premier ministre qui répondait aux interrogations des députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) sur la Déclaration de politique générale du Gouvernement, a expliqué que cette opération à laquelle un budget de 29,6 milliards de dinars a été alloué, se fera progressivement sur trois ans (2023, 2024, 2025), à raison de 100.000 promotions par an. Cette décision vise à rattraper le retard enregistré depuis 9 ans. M. Benabderrahmane a souligné que le retour au processus ordinaire des promotions dans la Fonction publique "se fera à l'horizon 2026, en fonction des plans des ressources humaines".

AGRICULTURE SAHARIENNE

Un choix stratégique

La stratégie future du secteur agricole repose sur la transformation de la carte agricole générale et l'orientation vers l'agriculture saharienne par l'implication du Sud dans la production agricole en tant que choix stratégique, a affirmé samedi à Sétif le secrétaire général du ministère de l'Agriculture et du développement Rural, Hamid Bensaâd.

Présidant l'ouverture d'une journée d'étude sur « la protection et le développement des filières animalières contre l'impact des risques agricoles sur la filière lait » tenue à la coopérative agricole polyvalentes d'Ain Lahdjar, le même responsable a estimé que « face aux changements climatiques affrontés par le pays, il est devenu impératif de s'orienter vers une nouvelle stratégie pour obtenir les résultats souhaités ».

« L'objectif actuel est de mettre en valeur plus d'un million hectares au Sud qui seront réservés aux gros investissements dans les cultures stratégiques, l'extension des cultures et l'élevage surtout que plusieurs investisseurs dont des étrangers ont déposé des dossiers d'élevage intensif dans le Sahara », a ajouté l'intervenant. Il a, par ailleurs, souligné que « le transfert de l'agriculture vers le Sud (sans pour autant renoncer au Nord) reposera sur des garanties dont la disponibilité de l'eau, de l'énergie et de la volonté des investisseurs ». Le secrétaire général du ministère de l'Agriculture a relevé qu'« investir aujourd'hui dans le Sud n'est pas un rêve puisqu'il existe effectivement au Sud des zones productives dont la wilaya d'Adrar devenue leader dans la production des céréales, des légumes et des oléagineux ».

De son côté, le directeur général de la Caisse nationale de la mutualité agricole (CNMA), chérif Benhabylès, a indiqué que « les changements climatiques et catastrophes qui en découlent impactent grandement la filière lait par le manque de fourrages, leur qualité médiocre et l'apparition de maladies entraînant la régression des cheptels, le recul des revenus des agriculteurs et l'abandon de leurs activités ». M. Benhabylès a fait savoir que « la CNMA œuvre constamment à proposer des services adaptés aux nouveaux besoins et est constamment disposé à accompagner le développement agricole et l'ensemble des filières de ce secteur stratégique ».

SÉCHERESSE

90.000 agriculteurs touchés dans 34 wilayas

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a rappelé, en réponse aux préoccupations des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) sur la Déclaration de politique générale du Gouvernement, les mesures exceptionnelles prises par le Président de la République pour indemniser les agriculteurs touchés par les effets de la sécheresse et des changements climatiques enregistrés dans certaines wilayas en mai dernier.

Par Slimane T

« Par solidarité avec les agriculteurs afin de préserver leurs revenus et éviter une détérioration de leurs conditions sociales qui pourrait entraver le succès du lancement de la saison agricole 2023-2024, le Gouvernement a pris des mesures concrètes pour recenser les personnes touchées, et les résultats préliminaires ont permis de recenser 90.000 agriculteurs dans 34 wilayas, avec une superficie sinistrée estimée à 1,2 million d'hectares et un déficit hydrique de 90% dans la plupart des wilayas du nord du pays », a poursuivi le Premier ministre.

S'agissant de l'élevage du bétail, le Premier ministre a expliqué que les résultats du recensement mené, pour la première fois en 2022-2023, par l'Etat, ont montré une diminution de ce cheptel à 21,7 millions de têtes, dont 17,3 millions de têtes ovines. Afin de garantir la stabilité et le développement du secteur des viandes rouges, il a rappelé les



mesures prises, dont l'ouverture de l'importation de viande bovine et ovine avec une réduction des droits de douane de 30% à 5% afin d'assurer la disponibilité de ces viandes et d'en réguler le prix. Concernant la stabilité et le développement de la filière des viandes blanches, le Premier mi-

nistre a affirmé que l'Etat avait pris des mesures pour renforcer la disponibilité du produit en « lançant un appel d'offres pour importer une quantité limitée » de viandes blanches et d'œufs d'incubation, et « avoir, ainsi, un stock stratégique en prévision du prochain mois de Ramadan ».

« POULET VERT » EN ALGÉRIE

8 tonnes écoulées par jour

Le « Poulet vert », la première filière avicole sans antibiotique en Algérie, est en pleine croissance. Arrivé l'été dernier dans les commerces algériens, et deux mois après, la marque écoule 8 tonnes par jour. Le projet du poulet sans antibiotique a été initié en 2020 par les laboratoires français Biodevas, basés à Sarthe, avec son partenaire exclusif Plantaxion en Algérie (distributeur des produits de Biovedas sur le marché algérien depuis 2014).

Le directeur général des laboratoires Biodevas, François Blua, explique que ce projet « a d'abord connu deux ans de test avec l'ITELV (institut technique des élevages en Algérie) pour vérifier la faisabilité technique et économique de la production de poulets antibiotiques, avant de convaincre le groupe Khider qui compte parmi les leaders algériens de l'élevage avicole et est propriétaire du plus grand abattoir d'Algérie ».

Ensuite, a-t-il ajouté, la marque « Poulet Vert » a été créée en novembre 2022 et revendiquée fièrement l'absence

d'antibiotique. Le produit est arrivé l'été dernier dans les boucheries, supermarchés locaux, certains distributeurs, comme Carrefour, le restaurant de la SNTF, Newrest Catring, des écoles privées... précise le journal français La Tribune.

La même source note que deux mois après, la marque « Poulet vert » arrive à écouler 8 tonnes par jour, soit 6 000 poulets par semaine, et les perspectives de croissance tablent sur 12 tonnes d'ici à la fin de l'année, malgré un prix de 10% à 15% supérieur au poulet conventionnel. Pour François Blua, ces chiffres témoignent d'« une vraie attente » des consommateurs pour une filière animale garantie sans traitement antibiotique.

« Aujourd'hui, toute la marchandise s'écoule. La demande n'est pas encore satisfaite mais il n'est pas question de surproduire. L'idée est d'avancer pas à pas », a indiqué le directeur général de Biodevas, qui relève que les volaillers algériens se convertissent eux aussi petit à petit aux poulets élevés sans aucun antibiotique.

« Les éleveurs sont partants car cette filière est plus rentable », dit-il. Et si, lors d'un passage viral, un traitement antibiotique doit être fait, dans ce cas, le poulet est déclassé de la filière. « Mais c'est à la marge. Cela concerne moins de 5% des élevages », selon M. Blua.

La filière, soutenue par l'association de protection du consommateur APOCE, inclut un laboratoire privé domicilié en Algérie certifiant l'absence de résidus d'antibiotiques, selon le journal La Tribune, qui note qu'une prochaine étape de labellisation [le dossier est en cours, ndlr] viendra ensuite.

« Cette filière est un marché de niche. Nous avons souhaité nous impliquer dans ce projet car Plantaxion est un distributeur qui travaille pour l'ensemble de notre gamme.

Pour Biodevas, c'est aussi l'occasion de prouver que la qualité de nos produits permet d'éviter des traitements antibiotiques dans des conditions d'élevage pas toujours optimales (normes hygiène...). C'est une vraie preuve de concept pour le dupliquer dans d'au-

tres pays », explique François Blua. « Depuis 2005, Biodevas Laboratoires formule et produit des biosolutions 100% naturelles, à base d'extraits de plantes issues de l'agriculture biologique, pour permettre la diminution des produits de synthèse (pesticides, antibiotiques...) dans le secteur agricole, dans le traitement des cultures et des animaux (porc, volaille, ruminant) », détaille-t-il, et d'ajouter : « Nous maîtrisons l'ensemble de la chaîne de fabrication de nos produits, de la matière première aux produits finis. »

Selon la Tribune, Biodevas réalise, actuellement, plusieurs essais de conviction au Moyen-Orient (Émirats Arabes Unis, Liban, Égypte, Arabie Saoudite, Jordanie) et en Amérique du Sud (Mexique, Chili, Bolivie, Brésil). « Nous sommes dans des démarches de prospection », indique François Blua. Biodevas affiche une présence dans 25 pays (Asie, Maghreb, Canada, Europe, Afrique Subsaharienne...).

Agence

DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

L'Algérie accompagnera le Zimbabwe

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a reçu, dimanche au siège du ministère, son homologue de la République du Zimbabwe, Frederick Musiiwa Shava, qui se trouve en Algérie dans le cadre de sa participation à la 20e Réunion ministérielle des pays africains-pays nordiques, dont les travaux Débuteront ce lundi, indique un communiqué du ministère.

Par R E.

La rencontre a permis aux deux parties de « passer en revue les relations de coopération entre les deux pays et les perspectives de leur renforcement, à la lumière des prochaines échéances bilatérales, et de se concerter sur plusieurs questions régionales et internationales d'intérêt pour les deux pays », précise le communiqué. Les entretiens ont porté essentiellement sur « la dégradation de la situation dans les territoires palestiniens occupés, notamment dans la bande de Ghaza, où la situation est dramatique en raison des agressions incessantes menées par la force d'occupation, les deux parties ayant réitéré leur appel

aux organisations et instances internationales pour agir en vue de faire cesser les crimes horribles commis contre le peuple palestinien et demander des comptes à leurs auteurs ». Les ministres des Affaires étrangères des deux pays ont, par ailleurs, procédé à « un échange de vues et d'analyses sur les derniers développements enregistrés au niveau continental, notamment les moyens et perspectives d'une contribution commune au renforcement de l'action africaine commune et à la revitalisation du rôle de l'organisation continentale dans la consécration des valeurs, principes et objectifs ayant présidé à sa création », selon le communiqué. Dans une déclaration à l'issue de la rencontre, le ministre



zimbabwéen a souligné que son pays aspirait à renforcer sa coopération avec l'Algérie dans le domaine de l'énergie et des projets de développement, notant

que l'Algérie « accompagnera le Zimbabwe dans le développement des ressources énergétiques ». A cette occasion, il s'est félicité de l'élection de l'Al-

gérie comme membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU pour la période 2024-2025.

LA FEMME RURALE

Un partenaire efficace dans le développement socioéconomique

Le Directeur Général des Forêts (DGF), Djamel Touahria, a affirmé dimanche à Laghouat, que "la femme rurale est un partenaire efficace dans le développement socioéconomique du pays". "Les hautes instances du pays accordent tout l'intérêt voulu à la femme rurale en tant que partenaire social dans la préservation des ressources naturelles et dépositaire important du patrimoine matériel et immatériel au travers les activités d'artisanat", a souligné, M. Touahria en ouverture d'une session de formation au profit de la femme rurale, tenue au centre de recherche en sciences islamiques et civilisations de Laghouat, dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la femme rurale,

le 15 octobre de chaque année. Le DGF a soutenu que "la femme rurale est de tout temps un vivant exemple de défi et de résistance contre toutes rudes contraintes et conditions", ajoutant qu' "elle, femme et fille rurales algériennes, a sacrifié, aux côtés de son frère, durant la glorieuse guerre de libération pour recouvrer l'indépendance et la souveraineté nationales". "La femme rurale continue aujourd'hui d'ébahir avec ses œuvres et sa contribution au domaine agricole, l'exploitation optimale des richesses naturelles, agricoles et forestières, pour atteindre son autosuffisance et sa sécurité alimentaire", a déclaré M. Touahria. Et de poursuivre : "Le choix de la wilaya de La-

ghouat à servir de cadre aux festivités commémoratives de la Journée internationale de la femme rurale tend à promouvoir cette catégorie sociale, son accompagnement technique en vue de lui permettre de s'armer en compétences qualifiantes à générer ses projets et de l'encourager d'adhérer au système de production à la faveur de l'organisation, à son profit, des sessions de formation sous l'égide de l'Institut national de vulgarisation agricole". Le même responsable a, lors de cette célébration initiée sous l'égide du ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, sous le thème "les efforts de la femme rurale pour se mettre au diapason des changements climatiques", indiqué que "l'implication de la femme

au programme du secteur des forêts tend à préserver les ressources naturelles et l'amélioration des conditions de vie de la population, notamment la femme rurale, par la mise en œuvre d'une série d'activités rentables. Il s'agit entre-autres activités, a-t-il dit, l'apiculture, l'extraction des huiles végétales, l'élevage, ovin et bovin, l'arboriculture fruitière et la transformation des produits agricoles. Une exposition sur les produits et réalisations de la femme rurale regroupant des participantes issues de 12 wilayas du pays a été mise sur pied en marge de cette session de formation qui se poursuivra au 17 octobre courant dans la wilaya de Laghouat.

PÉTROLE

Pourquoi le Brent est plus cher que le baril américain

Depuis le début des années 2010, le baril de Brent affiche un prix supérieur à celui du WTI, alors que cela n'était pas le cas précédemment. Les tensions récentes sur les stocks aux Etats-Unis ont toutefois réduit temporairement, il y a deux semaines, l'écart. Au point de voir le WTI repasser devant? Lorsque nous évoquons les prix du pétrole, nous citons souvent deux contrats sur le brut: le Brent de mer du Nord, coté à Londres, et le West Texas Intermediate (WTI) de New York. Mais il en existe pléthore d'autres. "Pratiquement chaque pays producteur a son propre mélange de brut qu'il commercialise, du Western Canadian Select à l'Arab Extra Light d'Arabie saoudite", explique le cabinet Mansfield. "On parle souvent du pétrole, mais le pétrole de façon monolithique n'existe pas, il y a ainsi plus de 160 références dans le monde même si la plus importante reste le Brent car elle sert d'an-

crage à beaucoup d'autres contrats pétroliers", développe de son côté Benjamin Louvet, responsable de la gestion matières premières chez OFI Invest Asset Management et co-auteur du livre "Métaux, le nouvel or noir" (*), qui vient d'être publié. Les prix des différents types de pétrole produits et cotés varient selon plusieurs paramètres, notamment - pour simplifier - leur "qualité". Sur ce point, le Brent et le WTI sont tous les deux bien lotis. Pourtant, le pétrole américain possède fondamentalement de meilleures caractéristiques que son homologue européen. Alors qu'il s'avère aujourd'hui moins onéreux. Cela n'a pas toujours le cas. "Historiquement, le WTI (ou West Texas Intermediate) était plus cher et plus recherché que le Brent en raison de sa bonne qualité, qui dépend de la densité, mesurée par ce que l'on appelle le taux d'API, et la teneur en soufre. Pour les raffineurs, le WTI permettait ainsi d'avoir un bon 'mix produit', et

produire ainsi du diesel de l'essence ou d'autres produits dérivés du pétrole", rappelle Benjamin Louvet.

Le pétrole de schiste a tout changé

Le tournant s'est opéré entre 2010 et 2011, période à partir de laquelle le WTI a réellement commencé à décrocher par rapport au Brent. Cette période correspond à l'essor du pétrole de schiste en Amérique du Nord. "Le Brent était autrefois moins cher que le WTI, mais la situation a changé avec l'émergence de l'industrie du schiste. Le WTI produit plus d'essence que le Brent et la stagnation de la demande de ce carburant le rend également relativement moins cher", souligne Tamas Varga de PVM Energy. "Les tensions géopolitiques soutiennent davantage le Brent que le WTI. Enfin, avec la levée de l'interdiction d'exporter du pétrole brut aux États-Unis (en 2015, NDLR), les coûts d'expédition doivent être pris en compte

pour rendre le brut américain compétitif", ajoute-t-il. "En 2015, une interdiction qui empêchait les exportations de pétrole non raffiné a été levée. Ce qui permet donc d'exporter du brut vers les grands consommateurs de pétrole, comme la Chine, mais avec un coût de transport plus élevé que le Brent, qui lui part d'Europe", précise de son côté Benjamin Louvet. L'expert d'OFI Invest Asset Management détaille l'impact qu'a eu le pétrole de schiste sur le WTI. "L'arrivée du pétrole de schiste en Amérique du Nord a complètement bouleversé le paysage du pétrole et a tiré à la baisse le WTI. Dans un premier temps, les raffineurs étaient satisfaits de ce type de pétrole, très léger, car ils pouvaient le mélanger avec des pétroles plus lourds, notamment ceux du Venezuela pour obtenir un pétrole moyen", rappelle-t-il.

Synthèse R E/ Agence

M'SILA

Mise en service du centre de formation professionnelle de la commune d'Echellal

Le centre de formation professionnelle de la commune d'Echellal (M'Sila), d'une capacité de 250 places a été ouvert "partiellement" à l'occasion de la rentrée professionnelle 2023-2024, a indiqué jeudi le directeur de wilaya de la formation et de l'enseignement professionnels, Sadek Saâdna. Le même responsable a précisé dans une déclaration à l'APS que 60 nouveaux stagiaires ont rejoint dès la rentrée professionnelle de la session octobre 2023, les spécialités de confection de textile et comptabilité dans cette structure, ajoutant qu'il sera procédé à l'introduction de nouvelles spécialités de "manière progressive". Le nouvel établissement de formation dispose de 6 salles de cours, 3 ateliers, une cantine et 3 logements d'astreinte en plus d'un pavillon administratif et un autre de santé, selon la même source qui a précisé que la réalisation de cette infrastructure a coûté 300 millions DA. Le même responsable a mis l'accent sur l'importance de ce centre considéré comme un acquis pour les jeunes de la région, en mesure de contribuer à la formation des jeunes et faciliter leur intégration dans le monde du travail.

MÉDÉA

Plus de 190 familles relogées à Ouzera

Au total, cent quatre-vingt et onze familles qui résidaient dans des constructions anarchiques situées dans la commune d'Ouzera, à l'est de Médéa, ont été relogées, dimanche, dans des logements neufs, dotés de toutes les commodités, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Initiée par les autorités locales en vue de l'éradication de l'habitat précaire, cette opération a ciblé des ménages installés dans deux sites abritant des constructions vétustes et insalubres, érigées aux alentours du chef-lieu de la commune de Ouzera, a-t-on fait savoir. Les 191 familles touchées par cette opération ont été relogées dans des logements décentés implantés au niveau du pôle urbain de la commune, a-t-on ajouté. L'évacuation des deux sites qui renfermaient ces constructions permettra de récupérer des assiettes foncières qui vont servir, plus tard, à abriter de nouveaux projets et d'améliorer la structure urbaine au niveau de cette commune, a-t-on indiqué.

CONSTANTINE

12 projets de développement pour la commune de Ain Smara

La commune de Ain Smara (Constantine) a bénéficié récemment d'un programme comprenant 12 opérations de développement, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya.

Le programme consacré à cette collectivité locale située à une dizaine de kilomètre du chef-lieu de wilaya est financé dans le cadre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales. Il porte sur la réalisation de plusieurs opérations de développement de proximité et touche notamment le renforcement et la modernisation de l'éclairage public, l'aménagement urbain et la mise à niveau de routes, a-t-on fait savoir. La même source a mis l'accent sur l'importance de ce programme dans la modernisation de cette commune forte de près de

50.000 habitants. Il s'agit entre autres, a détaillé la même source, d'une opération de remplacement de l'éclairage public par un éclairage économique de type Led à travers notamment les boulevards principaux de la commune, la réalisation de l'éclairage public au boulevard Marmi Rahab, le renforcement de l'éclairage public depuis le rond-point de H'richa Amar jusqu'au lotissement Belkerfa, la réalisation de l'éclairage public de la route reliant le chemin de wilaya CW 101 au village agricole de la localité Bouchebaâ en plus du lancement de travaux de revêtement des routes à travers plusieurs quartiers d'Ain Smara.

Ce programme a été financé à hauteur de 550 millions de dinars, a-t-on précisé, soulignant que des instructions fermes ont été données par le wali, Abdelkhalek Sayouda à l'effet de lancer toutes les opérations incluses dans le cadre de ce programme en vue de réceptionner le maximum de travaux « avant la fin de l'année en cours (2023) ». Selon la même source, plus de 50% de ce programme est déjà en cours de réalisation, en attendant le lancement des autres opérations dans les meilleurs délais, dès l'achèvement des procédures techniques et administratives nécessaires.

ORAN

40.000 hectares consacrés à la céréaliculture

Une superficie de 40.000 hectares de terres agricoles a été consacrée à la céréaliculture dans la wilaya d'Oran, au titre de la campagne labours-semailles pour la saison agricole 2023-2024, lancée jeudi depuis la ferme pilote "Si Miloud" dans la commune de Oued Tlelat. Cette superficie dédiée à la céréaliculture a connu une augmentation pour cette campagne, après avoir atteint 36.000 ha, durant la saison écoulée, a indiqué à l'APS la directrice des services agricoles, Karima Amrani, lors de la cérémonie du coup d'envoi de la campagne labours-semailles, coïncidant avec la célébration de la 30ème édition de la Journée nationale de la vulgarisation agricole et la Journée mondiale de l'alimentation. Il est également prévu l'extension de la superficie irriguée destinée aux céréales à 6.000 ha au niveau de la plaine de M'leta, située au sud de Oued Tlelat, et ce, après l'entrée en service des stations de traitement et d'épuration des eaux usées (STEP), sachant que la superficie irriguée de la wilaya est estimée à 13.000 ha, a ajouté la même responsable. Tous les moyens nécessaires pour la réussite de la saison agricole actuelle ont été mobilisés par la coopérative des céréales et des légumineuses secs (CCLS) d'Oran, la-



quelle a fourni 32.000 quintaux de semences et d'engrais, a expliqué Mme Amrani, qui a relevé, dans le même sillage, que "la priorité sera accordée aux agriculteurs sinistrés (frappés par la sécheresse), dont le nombre a atteint 1.110 pour une superficie de 18.000 ha". Dans ce contexte, le Directeur adjoint chargé des semences et de l'appui à la production de la coopérative, Taïbi Ayoub, a assuré que, cette année, les agriculteurs sinistrés touchés, en raison du manque de pluies, de même que ceux qui dépendent des semences agricoles, ont été pris en considération, notant qu'il a été décidé d'augmenter la quantité de semences de 200 %, ce qui

dépasse les besoins de la wilaya. Ces agriculteurs seront indemnisés et recevront gratuitement les semences et les engrais et ce, en application d'une décision des pouvoirs publics, a-t-il souligné. Cette coopérative a tracé un programme de relance de la culture des légumineuses, sachant qu'une superficie de 150 ha a été réservée, cette saison, pour la culture des lentilles et pois chiches. Une exposition de produits agricoles a été organisée, à l'occasion, avec la participation de 30 exposants, mettant en valeur les différents produits et prestations fournies par certains établissements en lien avec le secteur agricole dans le domaine de la protection

des végétaux, de l'assurance agricole et du soutien à l'investissement agricole. Cette exposition, organisée sous le slogan "Innovation et technologies agricoles pour faire face aux effets du changement climatique", a été une occasion de plus pour inciter les agriculteurs à se lancer dans de nouvelles cultures, entrant dans le cadre de l'agriculture industrielle, à l'instar du tournesol et du colza, a expliqué le Secrétaire général de la Chambre d'agriculture d'Oran, Houari Zeddam. Cette exposition, à laquelle ont pris part les autorités locales, a été organisée par la Chambre de l'agriculture et la Direction des services agricoles d'Oran.

UNIVERSITÉ MOHAMED SEDDIK BENYAHIA (JIJEL) 224 nouveaux enseignants recrutés

L'université Mohamed Seddik Benyahia de Jijel vient de renforcer son encadrement pédagogique par le recrutement de 224 nouveaux enseignants au titre de l'année universitaire 2023-2024, apprend-on samedi auprès du vice-recteur chargé de la pédagogie, Riadh Benzaïd. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a indiqué que l'administra-

tion de l'université de Jijel a procédé durant l'actuelle année universitaire au recrutement de 224 enseignants dans les diverses spécialités améliorant le taux d'encadrement pédagogique des étudiants qui passe à 1 enseignant pour 20 étudiants. Ce taux est désormais proche du taux mondial d'un enseignant pour 18 étudiants pour les filières scientifiques et d'un enseignant pour 20 étudiants pour

les sciences humaines, a ajouté le même cadre. La même source a indiqué que l'annexe de la faculté de médecine de l'université de Bejaia ouverte cette année à l'université de Jijel a accueilli 360 étudiants, estimant que ce chiffre est « important » en attendant l'ouverture d'une faculté de médecine à Jijel.

COMBUSTIBLES FOSSILES

Les États-Unis continuent d'injecter des fonds publics dans des projets d'exploitation à l'étranger

« Les États-Unis, l'Italie et l'Allemagne sont en train de devenir des voyous en revenant sur leur engagement de mettre fin au financement public international des combustibles fossiles », a déclaré un analyste. « Il doivent rendre des comptes ».

Par Jessica Corbett (*)

A lors que l'urgence climatique s'aggrave et que se préparent deux sommets des Nations Unies pour y faire face, une analyse publiée mercredi reproche à de nombreux pays, dont les États-Unis, de continuer à déverser 4,4 milliards de dollars dans des projets de combustibles fossiles à l'étranger après s'être engagés à stopper ce financement public à la fin de l'année dernière. Oil Change International (OCI) [une organisation de recherche, de communication et de plaidoyer dont l'objectif est d'exposer les coûts réels des combustibles fossiles et de faciliter la transition vers les énergies propres, NdT] a constaté que les États-Unis, la Finlande, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas et la Suisse ont plus de 20 projets de combustibles fossiles en attente d'approbation finale et 15 projets approuvés. Quatre projets financés par les États-Unis en Indonésie, en Pologne, à Singapour et en Afrique du Sud sont déjà approuvés et reçoivent 1,5 milliard de dollars.

Six autres projets soutenus par les États-Unis – aux Bahamas, à Bahreïn, en Bulgarie, en Guyane, en Irak et en Papouasie-Nouvelle-Guinée – sont encore en attente. Deux projets de gaz naturel liquéfié (GNL), situés aux États-Unis et bénéficiant d'un financement allemand d'un montant total de 472 millions de dollars, ont également été approuvés, de même qu'un projet en attente basé aux États-Unis et soutenu par le Japon.

L'Allemagne a également approuvé un projet au Bangladesh et des projets en cours au Brésil, à Cuba, en République dominicaine, en Irak et en Ouzbékistan. Le Japon a approuvé des projets en Inde, en Indonésie et en Ouzbékistan, et d'autres en attente au Brésil, en Jamaïque et en Russie. L'Italie a approuvé des projets en Indonésie, au Pérou et en Ouzbékistan et des projets en attente au Brésil, au Mozambique, en Turquie et au Vietnam.

« Assez, c'est assez ! Plus de zones sacrifiées, plus de combustibles fossiles – nous refusons d'être sacrifiés ! »

Ce financement intervient en dépit de la Déclaration sur le soutien public international à la transition vers des énergies propres – souvent appelée Déclaration de Glasgow parce qu'elle est issue du sommet COP26 en Écosse – et d'un engagement similaire du Groupe des Sept. L'OCI, qui a déjà dénoncé les « briseurs de promesses » pour avoir négligé ces engagements, a noté que « bien que les États-Unis aient apparemment adopté une politique pour donner suite à leurs engagements de mettre fin au financement public international des combustibles fossiles, ils refusent de la publier. »

Claire O'Manique, analyste des finances publiques à l'OCI, a déclaré mercredi que « les États-Unis, l'Italie et l'Allemagne se comportent en voyous en revenant sur leur engagement de mettre fin au financement public international des combustibles fossiles. L'argent public qui devrait servir à soutenir une transition juste vers les énergies renouvelables est au contraire injecté dans des projets de combustibles fossiles qui détruisent le climat et nuisent aux populations. »



« D'autres pays ont tenu leur promesse de mettre fin au financement public international des combustibles fossiles, a-t-elle souligné. Cela a déjà permis de transférer des milliards de dollars vers les énergies propres. Les signataires qui reviennent sur leur parole doivent rendre des comptes. »

Les dirigeants des communautés de première ligne se sont également exprimés. Le directeur exécutif du Centre pour le droit de l'environnement et les droits des communautés, Peter Bosip, a déclaré : « La population de Papouasie-Nouvelle-Guinée est déjà confrontée à la force du changement climatique. L'élévation du niveau des mers, les phénomènes météorologiques extrêmes et la dégradation de l'environnement menacent déjà l'existence de nombreuses personnes et notre mode de vie. Le GNL de Papouasie ne fera qu'ajouter à cette crise climatique et l'exacerber, et les financiers ne peuvent pas, et ne doivent pas, le financer. »

Anabela Lemos, directrice de Justiça Ambiental au Mozambique, a accusé les « pays riches d'être dépendants des combustibles fossiles » et a souligné l'importance de lutter contre les projets pétroliers et gaziers.

« S'il n'y a pas de réaction forte, le reste [du monde] suivra bientôt et les pays vulnérables comme le Mozambique n'auront plus aucune chance de faire face aux ravages de la crise climatique, a averti Mme Lemos. Au lieu d'aider le Mozambique à développer des sources d'énergie propres et justes, ces pays le poussent à s'engager sur la voie du développement des combustibles fossiles. »

La militante s'en est pris à l'agence italienne de financement des crédits à l'exportation, Servizi Assicurativi del Commercio Estero (SACE), pour son implication dans « la ruée vers le gaz dans le nord du Mozambique, qui a entraîné des violations des droits humains, des vies dévastées, une intensification des conflits et de la militarisation, ainsi que l'oppression des communautés, des journalistes et de la société civile. »

Au même moment, dans l'État américain du Texas, John Beard, du Port Arthur Community Action Network, a exhorté l'Allemagne à « s'opposer avec nous

aux combustibles fossiles. »

« En investissant dans le projet Port Arthur LNG, l'Allemagne investit dans un nouveau projet destructeur au sein d'une communauté déjà accablée par la pollution mortelle et toxique de l'industrie des combustibles fossiles, a déclaré Beard. Tandis que l'industrie et les actionnaires s'enrichiront, Port Arthur LNG accentuera la destruction d'une communauté majoritairement noire et brune déjà confrontée à des taux de cancer plus de deux fois supérieurs à la moyenne. »

« Nos parents et nos amis meurent chaque jour de maladies cardiaques, pulmonaires et rénales causées par la pollution industrielle. Mais les habitants du Golfe ripostent, a-t-il ajouté. Trop c'est trop ! Finies les zones sacrifiées, finis les combustibles fossiles – nous refusons d'être sacrifiés ! Nous continuerons à nous battre pour accélérer la transition vers des énergies renouvelables propres et vertes. »

L'analyse de l'OCI a été publiée alors que les scientifiques ont confirmé que cet été a été le plus chaud jamais enregistré et que l'année dernière, les concentrations de gaz à effet de serre, le niveau de la mer et le contenu thermique des océans ont atteint des sommets historiques. Elle a aussi été publiée dans le cadre des préparatifs du sommet sur l'ambition climatique organisé par le secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, à New York à partir du 20 septembre.

Avant le sommet, les défenseurs du climat prévoient de se rendre dans la ville américaine pour la marche du 17 septembre, visant à mettre fin aux combustibles fossiles. Elle est soutenue par 500 organisations, dont l'OCI. La mobilisation et la réunion de ce mois seront suivies en novembre par la COP28, la prochaine conférence des Nations Unies pour les parties à l'accord de Paris sur le climat, organisée par les Émirats arabes unis.

(*) Rédactrice en chef et collaboratrice de Common Dreams.

Source : Common Dreams, Jessica Corbett, 07-09-2023

MAURITANIE

Vers une stratégie commune pour optimiser le système éducatif

Des stratégies pour réformer les systèmes éducatifs présentant des défis similaires dans ces 3 pays ont été évaluées lors de ce meeting. Les propositions de réformes prioritaires seront présentées aux autorités politiques.

Le Cameroun et le secrétariat du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) viennent d'achever à Yaoundé un atelier régional visant à développer une compréhension collective du nouveau modèle de financement du GPE avec le Togo et la Mauritanie, et à échanger sur le choix des réformes prioritaires. L'atelier a permis d'identifier des goulots d'étranglement à la transformation du système éducatif et de discuter d'une réforme politique prioritaire susceptible de catalyser et d'accélérer les progrès dans le secteur.

Ces travaux « constituent une opportunité idoine pour rendre concrets les engagements pris par les pays en matière de transformation structurelle des systèmes éducatifs pendant le Sommet sur la transformation de l'éducation en 2022. Le changement ne peut s'opérer que par l'adoption d'un nouveau paradigme face à la profonde crise des apprentissages exacerbée par la Covid-19 » a déclaré Nadine Perrault, représentante-pays de l'UNICEF. Lors dudit sommet qui s'est tenu à New York, plusieurs pays africains s'étaient engagés à réinitialiser leur système éducatif et à accélérer les mesures pour mettre stopper la crise de l'apprentissage. Pour se doter d'une éducation « plus performante, innovante et résiliente », le Cameroun mise par exemple sur 3 concepts selon Laurent Serge Etoundi Ngoa, ministre de l'Éducation de base.

Il s'agit de la digitalisation, la professionnalisation et l'inclusion. « Voilà les 3 concepts que nous n'avons dans aucune loi, sauf dans l'enseignement supérieur qui vient de s'en doter » relaie Investir au Cameroun. Selon le ministère, le nouveau cadre annoncé vise à arrimer les écoles aux nouveaux défis de l'enseignement de base et à permettre au Cameroun de se conformer aux agendas régionaux et continentaux pour l'atteinte de l'ODD 4. L'ODD 4 consiste à fournir une éducation de qualité, inclusive et équitable, et à promouvoir des possibilités d'apprentissage long terme pour tous d'ici 2030.

MAROC

Pas d'accord avec le FMI sur les conditions de financement

Les pays membres du Fonds monétaire international (FMI) n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur un plan visant à augmenter le financement de l'institution en raison de désaccords sur le langage à utiliser en cas de conflit, mais se sont engagés à une "augmentation significative" des ressources de prêt d'ici la fin de l'année.

Alors que les réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale se terminaient à Marrakech, la présidence du Comité monétaire et financier international (CMFI), la ministre espagnole de l'Économie Nadia Calvino, a appelé à "une augmentation significative des quotes-parts qui, au minimum, maintient l'enveloppe actuelle des ressources du FMI" alors que 185 milliards de dollars d'accords d'emprunts bilatéraux arrivent à échéance. Les quotes-parts, versées par les pays membres en proportion de leur participation, ne représentent qu'environ 40% de la puissance de prêt du

FMI, qui s'élève à environ 1.000 milliards de dollars. La présidente du CMFI a précisé que les membres n'étaient pas parvenus à un consensus sur un communiqué commun en raison de désaccords sur le langage à utiliser en cas de conflit, bien que de nombreux pays membres aient condamné l'invasion de l'Ukraine par la Russie et les meurtres de civils en Israël et à Gaza. Les pays membres devaient se prononcer sur le plan des États-Unis, qui prévoit que les pays apportent de nouvelles quotes-parts proportionnellement à leur participation actuelle - inchangée depuis 2010 - a reçu le soutien des pays du G7, de l'Inde et d'un certain

nombre d'autres marchés émergents. Cependant, la Chine, dont l'économie est aujourd'hui trois fois plus importante qu'en 2010, continue de réclamer davantage de parts au FMI. Le gouverneur de la Banque populaire de Chine, Pan Gongsheng, a déclaré lors de la réunion du CMFI que Pékin souhaitait à la fois une augmentation des quotes-parts et un réaligement des parts "afin de refléter le poids relatif des membres dans l'économie mondiale et de renforcer la voix et la représentation des marchés émergents et des pays en développement". Les membres du CMFI ont

accepté d'ajouter un troisième président au conseil d'administration du FMI pour représenter les pays africains, ce qui constitue un élément clé pour l'obtention d'un "plan de quotes-parts équi-proportionnelles" de la part des États-Unis. La présidente du CMFI a laissé la porte ouverte à une éventuelle adoption du plan américain, en précisant que des "dispositions transitoires" pourraient s'avérer nécessaires. Elle a également demandé au conseil d'administration du FMI de proposer des options de modification de la formule d'actionnariat d'ici à juin 2025.

Le conflit au Moyen-Orient a un effet d'entraînement sur les marchés du monde entier

Les économistes et les stratèges du marché s'attendent à ce que le conflit au Moyen-Orient ait d'autres effets d'entraînement au niveau mondial, en observant si la situation s'étend à d'autres pays, ce qui pourrait entraîner une hausse des prix du pétrole et un afflux de capitaux vers les zones de sécurité. Samedi, Israël se préparait à lancer une attaque terrestre dans la bande de Gaza contrôlée par le Hamas, après avoir demandé aux Palestiniens vivant dans le territoire de fuir vers le sud. Le conseiller israélien à la sécurité nationale a quant à lui mis en garde le groupe militant libanais Hezbollah contre le déclenchement d'une guerre sur un second front. "Il semble que l'on se dirige vers une invasion terrestre massive de Gaza et une perte de vies hu-

maines à grande échelle", a déclaré Ben Cahill, chercheur principal du programme sur la sécurité énergétique et le changement climatique au Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS). "Chaque fois que vous avez un conflit de cette ampleur, vous aurez une réaction du marché". Au cours de la semaine écoulée, les inquiétudes suscitées par le conflit se sont répercutées sur les prix des actifs, contribuant à la faiblesse des actions vendredi, le S&P 500 ayant perdu 0,5 %. Les actifs refuges ont fait l'objet d'achats, l'or augmentant de plus de 3 % vendredi et le dollar américain atteignant son plus haut niveau en une semaine. Les prix du pétrole ont bondi de près de 6 % vendredi, les investisseurs évaluant ce que le conflit pourrait signifier pour les

approvisionnements des pays voisins dans la principale région productrice de pétrole au monde. "Si le conflit semble s'étendre, les prix du pétrole augmenteront encore", a déclaré Michael Englund, économiste en chef chez Action Economics LLC à Boulder, dans le Colorado. Selon Bernard Baumohl, économiste en chef au sein de l'Economic Outlook Group à Princeton, dans le New Jersey, un conflit qui s'étendrait entraînerait probablement une accélération de l'inflation et, par voie de conséquence, une hausse des taux d'intérêt dans le monde entier. Toutefois, alors que l'inflation et les taux d'intérêt dans d'autres pays augmenteront probablement dans ce scénario catastrophe, les États-Unis pourraient être l'exception, car les investisseurs étrangers injectent des capitaux

dans ce qu'ils considèrent comme une valeur refuge en cas de conflit mondial, a fait remarquer M. Baumohl. "Les taux d'intérêt pourraient baisser. Attendez-vous à ce que le dollar se renforce. D'autres combustibles pourraient également être touchés, comme l'ont montré des événements récents tels que l'arrêt par Chevron des exportations de gaz naturel via un important gazoduc sous-marin entre Israël et l'Égypte. "Le risque le plus important pour le marché du pétrole est que ce conflit attire les pays voisins", a déclaré M. Cahill du CSIS. La hausse des prix du pétrole n'aura probablement pas d'impact significatif sur les prix de l'essence ou les dépenses de consommation aux États-Unis, notent les analystes.

TUNISIE

Le gouvernement contracte cette semaine des crédits intérieurs pour environ 1,4 milliards de dinars

Le ministère des Finances et 18 banques locales ont signé mardi dernier 10 octobre 2023 une convention de prêt syndiqué permettant de mobiliser près de 750 millions de dinars (MD) en devises qui s'inscrit dans le cadre du financement du budget de l'État programmé dans le cadre de la loi de finances de 2023, selon les autorités financières.

Il s'agit de la 7ème opération du genre, réalisée durant les cinq dernières années, sachant que ces prêts se font, principalement, sur les dépôts à vue des clients non-résidents des établissements de crédit.

Sous ce même angle, le Trésor public a annoncé dans un

bulletin officiel paru hier jeudi 13 octobre 2023 que suite à l'adjudication des Bons du Trésor à court terme le 13/10/2023, un montant en nominal de 400 MD a été levé tout en indiquant que ces bons sont remboursables sur 52 semaine à un taux d'intérêt annuel de 8,99% en mode coupon zéro ce qui signifie que ceux-ci sont capitalisés et versés dans leur intégralité à l'échéance.

Le Trésor a annoncé également que suite à l'adjudication des Bons du Trésor à court terme le 12/10/2023, un montant en nominal de 210 MD a été retenu pour être remboursé aussi sur 52 semaine et à au même titre que les bons précités c'est-à-dire à un taux d'intérêt annuel de

8,99% et en mode coupon zéro. Ainsi, le gouvernement contracte, globalement, cette semaine des crédits intérieurs pour 1360 MD.

Notons que selon le dernier bulletin des indicateurs monétaires et financiers publié hier vendredi 13 octobre courant par la Banque Centrale de Tunisie (BCT), l'encours des Bons du Trésor s'est élevé à 24010,8 MD contre 22133,4 MD une année auparavant soit une hausse de 1877,4 MD ou 8,48% et qui tient principalement à l'accroissement de l'encours Bons du Trésor à court terme de 2869,6 MD ou 51,08%.

RAPPORT

Comment le Ghana a ravi à l'Afrique du Sud le titre de premier producteur africain d'or

Depuis 2018, le Ghana est le premier producteur africain d'or, à l'exception de l'année 2021 où l'Afrique du Sud a récupéré un titre qu'il a détenu sans partage pendant plusieurs décennies. La dynamique à long terme reste néanmoins en faveur de l'ex Gold Coast, selon un récent rapport d'Ecofin Pro.

La production d'or du Ghana et de l'Afrique du Sud présente deux dynamiques différentes depuis quelques années, avec une pente ascendante du côté de l'ex Gold Coast et une tendance à la baisse dans la nation arc-en-ciel. C'est ce que confirme la lecture d'un rapport publié le 12 octobre par Ecofin Pro, la plateforme de l'agence Ecofin dédiée aux professionnels. Intitulé « Comment le Ghana a ravi à l'Afrique du Sud le titre de producteur d'or africain No1 », le document précise que le Ghana est redevenu le premier producteur africain d'or en 2022, après avoir perdu ce statut au profit de son rival sud-africain en 2021. Un accident de parcours à en croire notre confrère Louis-Nino Kansoun, auteur du rapport. Il indique en effet que la production d'or du Ghana est passée de 17 tonnes en 1990 à 105 tonnes en 2021. Elle s'est même stabilisée au-dessus de 125 tonnes à partir de 2016, avant d'attendre un pic à 149 tonnes en 2018, année où le Ghana a dépassé pour la première fois la nation arc-en-ciel. Dans le même temps, l'Afrique du Sud a vu sa production d'or chuter progressivement pour tomber à moins de 100 tonnes sur deux des trois dernières années alors qu'elle produisait 605 tonnes en 1990, année où le pays était encore le leader de la production mondiale d'or.

Des défis persistants dans les deux pays
Au nombre des raisons qui ont contribué à la baisse de performance de l'industrie minière sud-africaine, le rapport mentionne la difficulté à extraire de l'or. Les mines d'or sud-africaines sont vieillissantes et il faut creuser de plus en plus profondément pour récupérer le précieux minerai, ce qui entraîne des coûts plus élevés. À cela il faut ajouter les problèmes de logistique et d'électricité qui touchent l'ensemble du secteur minier local. Transnet, société nationale chargée de transporter les minéraux vers les ports d'exportation, fait notamment face à l'insuffisance de locomotives et les vols massifs de câbles. En raison des problèmes des centrales à charbon fournissant la majeure partie de l'électricité dans le pays, les opérations minières fonctionnent 20 à 30% en dessous de leur capacité, indique le Minerals Council. En conséquence, le secteur aurifère a perdu de son attractivité pour les investisseurs et certaines compagnies ont entrepris de quitter le pays ou de se diversifier, à l'instar d'AngloGold Ashanti ou de Sibanye-Stillwater. Quant au Ghana, s'il connaît une forte croissance de sa production d'or ces dernières années, il doit encore gérer plusieurs défis. Selon le rapport, la gestion de l'exploitation aurifère artisanale demeure le problème le plus épineux à régler, en raison de la présence dans ce secteur de nombreux acteurs opérant dans l'il-

légalité. Les autorités tentent d'en venir à bout en associant répression, sensibilisation et mise en place d'alternative pour les artisans miniers.

Quelles perspectives pour l'or au Ghana et en Afrique du Sud ?
Au Ghana, plus de 90% de la production minière provient du sous-secteur de l'or. L'or joue donc un rôle prépondérant dans la contribution de 7,6% au PIB enregistrée pour le secteur minier en 2022. Pour accroître cette contribution, les autorités ghanéennes misent non seulement sur la hausse de la production d'or, mais aussi sur diverses mesures. Il s'agit de la création d'un ETF adossé à l'or au niveau de la bourse locale, de la construction d'une raffinerie ou encore de l'utilisation des réserves d'or pour sauvegarder les réserves nationales de change. En Afrique du Sud, la contribution du secteur minier au PIB y est stable à un peu plus de 7% ces dernières années. Pour l'augmenter, le rapport suggère aux autorités de s'attaquer aux problèmes qui nuisent à l'attractivité du secteur minier local, en renforçant la main-d'œuvre et les infrastructures. Il faudra aussi en finir avec les problèmes de délestage chroniques dans le pays.

FMI

Hausse des contributions et troisième siège pour l'Afrique au sein du conseil d'administration

Les Etats membres du FMI ont accepté d'augmenter leurs contributions au prêteur mondial et d'accorder un troisième siège à l'Afrique au sein de son conseil d'administration, a annoncé le Fonds monétaire international samedi à Marrakech, au Maroc. Ces deux points faisaient partie des objectifs affichés des réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale qui se tiennent pour la première fois depuis 1973 sur le continent africain. « Il y a eu un accord sur un accroissement significatif des quotas d'ici la fin de l'année », a déclaré lors d'une conférence de presse Nadia Calvino, la ministre espagnole de l'Economie qui préside le comité financier du FMI. Les quotas, qui sont basés sur la taille de l'économie d'un pays, déterminent le montant des fonds qu'un Etat doit fournir au FMI, son pouvoir de vote et le montant maximum des prêts qu'il peut obtenir. Cette semaine, la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, et le président de la

Banque Mondiale, Ajay Banga, avaient pressé leurs membres d'intensifier le financement des institutions afin qu'elles puissent mieux soutenir les Etats dans la lutte contre la pauvreté et le changement climatique. L'accord sur les quotas est « très réconfortant », s'est félicitée Mme Georgieva. L'objectif est de « renforcer financièrement le Fonds pour que nous soyons en capacité d'intervenir en cas de choc supplémentaire ». Interrogée pour savoir si le FMI allait modifier la répartition des votes, la directrice générale a déclaré : « les membres ont convenu que ce serait la prochaine étape et qu'il y aurait un chemin clair et un plan pour y parvenir ». Actuellement, la distribution des quotas favorise les économies avancées, en particulier les pays européens, au détriment des grands pays émergents, Chine et Inde en tête, qui réclament depuis plusieurs années une réforme du système. Mais les pays occidentaux, s'ils se disent ouverts sur le principe, se montrent en réalité rétifs à

l'idée, craignant de voir le rôle de la Chine au sein du FMI se renforcer. « A un certain moment, une révision des quotas sera inévitable », a estimé mercredi à Marrakech le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau. Mais « les pays émergents qui bénéficieront d'une telle réforme, notamment la Chine, doivent également accepter les règles du jeu communes », a-t-il insisté. Bien que la répartition des votes n'ait pas été modifiée, le FMI a accepté d'élargir son conseil d'administration de 24 à 25 membres, afin de donner un siège supplémentaire à l'Afrique, qui en détenait jusqu'à présent deux. « Malgré toutes les difficultés, je ne peux que féliciter nos membres d'avoir trouvé cette voie de solidarité, dont dépendent des centaines de millions de personnes », a déclaré Mme Georgieva, soulignant que la décision avait été « unanime ».

CROISSANCE

EN AFRIQUE

SUBSAHARIENNE

Le FMI abaisse ses prévisions pour 2023

L'institution souligne que la baisse de la croissance à l'échelle régionale durant l'année en cours reflète l'aggravation des chocs météorologiques, le ralentissement de l'économie mondiale et des problèmes d'approvisionnement intérieur, notamment dans le secteur de l'électricité. La croissance économique moyenne des pays d'Afrique subsaharienne devrait chuter à 3,3 % en 2023 contre 4% en 2022, avant de remonter à 4 % en 2024, a annoncé le Fonds monétaire international (FMI) dans sa mise à jour des perspectives de l'économie mondiale, publiée mardi 10 octobre, à l'occasion des assemblées annuelles de l'institution et de la Banque mondiale à Marrakech, au Maroc. Ces nouvelles estimations sont inférieures aux prévisions annoncées par le FMI en juillet dernier, lorsqu'il avait indiqué que la région connaîtrait une croissance de 3,5 % en 2023 et de 4,1 % en 2024. « La baisse prévue de la croissance par rapport à 2022 reflète l'aggravation des chocs météorologiques, le ralentissement de l'économie mondiale et les problèmes d'approvisionnement intérieur, notamment dans le secteur de l'électricité », explique le FMI. Au Nigeria, la croissance économique devrait passer de 3,3 % en 2022 à 2,9 % en 2023, avant d'atteindre 3,1 % en 2024. Pour la première puissance économique africaine, les prévisions pour 2023 ont été amputées de 0,3 point de pourcentage par rapport à celles de juillet, reflétant une production de pétrole et de gaz plus faible que prévu et une hausse de l'inflation consécutive à la suppression des subventions aux carburants et à la dévaluation du naira.

CAMEROUN

Le groupe HIG choisi pour lancer le projet de construction de 5 mini-centrales hydro-électriques

Une peu moins de 2 ans après l'inauguration de la première mini-centrale du genre dans le pays, celle de Mbakaou dans la région de l'Adamaoua, qui présente une capacité de 1,4 MW extensible à 2,8 MW. C'est au total 50 ouvrages hydro-électriques que souhaite implanter le Cameroun. La présidence camerounaise a donné son accord pour la mise en route du projet de construction de 5 nouvelles mini-centrales hydroélectriques par le groupe HIG, dans un courrier envoyé le 29 septembre 2023 au DG de l'AER (Agence de l'électrification rurale). « Faisant suite à votre correspondance d'objet

et référence susvisés, j'ai l'honneur de vous notifier l'accord de la présidence de la République, vous prescrivant de signer avec le groupe HIG le protocole d'accord relatif à la réalisation des études de faisabilité pour la construction des 5 petites centrales hydroélectriques dans les localités de Banyo, Akom II, Ngambe Tikar, Yingui et Messok [...] en mode financement, conception et réalisation (F-EPC) » lit-on dans la lettre du Secrétaire Général Ferdinand Ngoh Ngoh. Si on n'a encore aucun détail sur le groupe HIG, ce feu vert entre en droite ligne du programme de construction de 50 mini-centrales hydroélec-

triques au Cameroun. Ce vaste projet avait été annoncé mi-avril 2022 par le ministre de l'Eau et de l'Énergie Gaston Eloundou Essomba, lors de la cérémonie d'inauguration de la toute première mini-centrale du pays à Mbakaou dans l'Adamaoua (1,4 MW extensible à 2,8 MW). D'un coût total de 4,5 milliards FCFA assuré principalement par le producteur indépendant d'électricité IED Invest Cameroun, la construction de l'infrastructure a aussi bénéficié du soutien de l'Union européenne à hauteur de 1,64 milliard FCFA.

ARGENTINE

Pourquoi le PESO s'effondre à quelques jours de l'élection présidentielle

Le peso argentin s'effondre sur le marché parallèle avant l'élection présidentielle en Argentine le 22 octobre. Les dernières déclarations du candidat libéral Javier Milei, grand favori dans les sondages, ont précipité la chute de la monnaie d'un pays encore traumatisé par la grande crise de 2001.

Le peso argentin connaît un nouvel accès de faiblesse. Le dollar a franchi mardi le seuil record de 1.000 pesos pour un dollar au marché parallèle, sur fond de volatilité des changes et d'incertitude politique à douze jours d'une élection présidentielle capitale pour une économie notoirement fragile. Le dollar, à 365,50 pesos au taux officiel depuis une dévaluation mi-août, s'échangeait mardi soir à 1.010 pesos sur le marché informel, contre 880 vendredi. Mais à vrai dire, les "arbolitos", changeurs officieux de rue, avaient déserté l'hyper-centre touristique de Buenos Aires, attendant un peu de stabilité pour faire négoce... La brutale dépréciation du peso coïncide avec des déclarations, lundi, du candidat libéral favori des sondages Javier Milei, partisan d'une dollarisation de l'économie argentine: il a enjoint les Argentins à ne pas épargner ou faire de placements en monnaie nationale, qui pour lui "ne vaut même pas une crotte".

Le peso, ce "déchet" pour Javier Milei "Jamais en pesos, jamais en pesos! (...) Ces déchets ne servent même pas comme engrais", a-t-il insisté, expliquant qu'une dollarisation de l'économie -- mesure au coût social risqué et très controversée chez les économistes -- serait plus facile à réaliser avec un dollar fort par rapport au peso. Le marché parallèle du dollar ne représente pas un volume important mais il est un thermomètre fiable des anticipations, en ce cas de la nervosité, des Argentins. Qui, soumis à un contrôle des changes, se pressent pour acheter des dollars au taux de la rue et les stocker en prévision du pire: une valeur-refuge, dans une économie de facto bi-monnaire.

Le ministre de l'Économie Sergio Massa, candidat présidentiel du bloc gouvernemental (centre-gauche) et voué a priori à un second tour face à Javier Milei, a qualifié ce dernier d'"irresponsable". "Agiter, dire aux gens de retirer leurs dépôts de façon irresponsable... Quand je vois des candidats capables de mettre le feu à la maison pour gagner une élection, ça m'inquiète", a-t-il lancé. Cela nuit "à des millions d'Argentins", Javier Milei "joue avec les économies des gens", a-t-il accusé.

La Banque centrale argentine monte au créneau
Sur ce fond d'extrême nervosité, la Banque centrale avait lundi soir publié un communiqué pour tenter de rassurer, affirmant que "le système argentin présente une situation solide de solvabilité, de capitalisation, de liquidités et de provisions". En d'autres termes, que les Argentins n'ont pas à s'affoler et retirer leur épargne. Et mardi, l'Association des banques privées et publiques a tancé Javier Milei, sans le nommer, appelant "les candidats aspirant à gouverner à faire preuve de responsabilité dans leur campagne et déclarations" et à ne pas "engendrer inutilement de l'angoisse". Mardi soir, Javier Milei a rétorqué que "demander des comptes au seul candidat qui n'a jamais exercé de fonction publique et qui vient proposer un changement complet de modèle pour éliminer l'inflation à jamais, est un scandale". "En tant qu'économiste, il (Javier Milei) sait bien les conséquences qu'une telle phrase le peso ne vaut rien peut déclencher sur l'économie", a cependant estimé auprès de l'AFP Martin Kalos, économiste de la société de conseil aux entreprises EPyCA.

Le traumatisme de la crise économique de 2001
Car nombre d'Argentins restent hantés par le souvenir de la "Gran Crisis" de 2001, lorsqu'une carence de réserves de change (comme aujourd'hui), ajoutée à des chocs externes, avait entraîné une trop forte demande de dollars pour l'offre, amenant une faillite bancaire et le gel des retraits. Un vent de panique, des scènes de pillages, des émeutes, avaient suivi et firent 39 morts en décembre 2001. Sans doute la crise qui traumatisa le plus les Argentins depuis la dictature de 1976-1983. Nombre d'économistes convergent toutefois pour estimer que la situation de l'Argentine

est très différente en 2023, notamment avec un système bancaire autrement plus solide, ce qu'ont rappelé les banques mardi. Et ce malgré "des niveaux de réserve de change dangereusement bas", avertissait mi-août le FMI. Mais le consensus est aussi que le peso "officiel" reste surévalué par rapport au dollar et nombre d'Argentins redoutent une nouvelle dévaluation post-élections, comme celle survenue mi-août après les primaires. Et qui a rongé plus encore un pouvoir d'achat déjà érodé par l'inflation à 124% sur un an (80,2% depuis janvier).

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 12 Octobre 2023 Valeur : 16 Octobre 2023				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	137.1566	137.1716
1	EUR	EURO	145.5094	145.5391
1	GBP	POUND STERLING	168.8081	168.8682
100	JPY	JAPANESE YEN	91.9897	92.0059
1	CNY	CHINESE YUAN	18.7935	18.7968
1	CHF	SWISS FRANC	152.2440	152.3283
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	100.9172	100.9580
1	DKK	DANISH KRONE	19.5419	19.5457
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.5791	12.5837
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.6287	12.6335
1	AED	UAE DIRHAM	37.3398	37.3469
1	SAR	SAUDI RIYAL	36.5644	36.5723
1	KWD	KUWAITI DINAR	443.7289	443.9210
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.1606	43.5944
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.3858	13.3873
1	LYD	LIBYAN DINAR	28.0312	28.1748
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.6113	3.6117
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	180.3538	180.3538

VERS UNE ENTRÉE À LA BOURSE DE HONG KONG DE DIDI

Le spécialiste chinois des VTC ?

Le leader du secteur en Chine a prévu de s'introduire sur la place asiatique l'an prochain, a rapporté ce vendredi Bloomberg citant des sources proches du dossier. La société aurait amélioré ses relations avec les régulateurs chinois, après avoir longtemps été dans leur collimateur. Après le fiasco à Wall Street, Didi va-t-il s'introduire de nouveau en Bourse, cette fois à Hong Kong? Selon les informations rapportées par l'agence Bloomberg ce vendredi, qui cite des sources proches du dossier, le spécialiste chinois des services VTC (voiture de transport avec chauffeur) compte s'introduire l'an prochain sur la place asiatique. Contacté par Bloomberg, Didi n'a pas répondu à demande de commentaire de l'agence envoyée par courriel. Didi s'était introduit sur le New York Stock Exchange en juin 2021, levant alors 4,4 milliards de dollars, pour une valorisation de 57 milliards de dollars. Mais l'aventure

avait rapidement tourné au vinaigre, car la société s'était, dans la foulée, retrouvée dans le collimateur des autorités de régulation chinoises. Pékin effectuait alors un tour de vis dans la tech qui l'avait aussi conduit à malmenier le géant du commerce en ligne Alibaba et le numéro un mondial du jeu vidéo Tencent.

Des parts de marché qui ont diminué
Le bureau d'investigation de la cybersécurité chinois avait ainsi ouvert une enquête en juillet 2021 concernant différents points de la collecte des données personnelles des utilisateurs de Didi. Ce qui s'est traduit, un an plus tard, par une amende colossale de 1,2 milliard de dollars infligée au spécialiste des VTC. Cette enquête a aussi pu être perçue comme une sanction de la part du pouvoir chinois, l'entrée en Bourse de Didi à Wall Street survenant dans un contexte de rivalité sino-américaine dans la tech.

A Wall Street, l'action Didi a été divisée par plus de trois en l'espace de quelques mois. Le groupe a désormais quasiment quitté la Bourse américaine. Comme le souligne Bloomberg, son action ne se négocie plus qu'"over the counter", c'est-à-dire de gré à gré via des accords bilatéraux, et non librement via un système centralisé. D'après l'agence, Didi a désormais apaisé ses relations avec les régulateurs chinois, notamment en réduisant son hégémonie sur le marché. Sa part de marché en Chine serait ainsi passée d'environ 90% à environ 70%. Bloomberg note aussi que donner son aval à l'opération permettrait à l'exécutif chinois d'envoyer un message politique en manifestant son soutien au secteur privé. Ce qui pourrait stimuler la confiance des entreprises, à un moment où Pékin a grand besoin du secteur privé pour parvenir à son objectif de croissance de 5% cette année.

POINT MARCHÉS

Wall Street en baisse sur fond d'inquiétudes géopolitiques

Le S&P 500 et le Nasdaq ont fini en baisse vendredi à la Bourse de New York : l'aversion au risque a prévalu dans le contexte du conflit au Proche-Orient, reléguant à l'arrière-plan des résultats positifs de grandes banques américaines. L'indice Dow Jones a gagné 0,12%, ou 39,15 points, à 33 670,29 points. Le S&P-500, plus large, a perdu 0,50% à 4.327,78 points et le Nasdaq Composite a reculé de 166,99 points (-1,23%) à 13 407,23 points. Sur la semaine écoulée, le S&P est en hausse de 0,45%, le Dow de 0,79% et le Nasdaq efface 0,18%. Les trois grands indices de la Bourse de New York, dans le vert à l'ouverture, ont cédé du terrain après la publication de l'indice Michigan du moral des ménages, qui s'est dégradé plus que prévu en octobre. Les investisseurs avaient aussi les yeux rivés sur la situation au Proche-Orient et les risques d'escalade après les attaques du Hamas contre Israël et la réplique massive de l'armée israélienne sur la bande de Gaza. Porté par une envolée des cours du brut de plus de 5%, l'énergie a affiché la plus forte hausse des indices sectoriels du S&P. Les valeurs de défense et les services aux collectivités ont également été recherchées. Le marché a bien accueilli les résultats des grandes banques JPMorgan

La coopération énergétique entre la Russie et la Chine au cœur de la visite de M. Poutine à M. Xi

Depuis le début du conflit ukrainien, la Russie, l'un des principaux producteurs mondiaux de pétrole, a renforcé ses liens énergétiques avec la Chine, deuxième consommateur mondial de pétrole après les États-Unis.

Pékin a rejeté les critiques occidentales concernant son partenariat croissant avec Moscou à la lumière du conflit en Ukraine. Elle insiste sur le fait que ces liens ne bafouent pas les normes internationales et que la Chine a la prérogative de collaborer avec le pays de son choix. Selon les données douanières chinoises, la croissance des exportations et des importations chinoises avec la Russie en glissement annuel s'est accélérée en septembre par rapport au mois d'août. La valeur du commerce bilatéral a atteint 21,18 milliards de dollars le mois dernier, soit le montant le plus élevé depuis février 2022, lorsque la Russie a commencé son opération militaire en Ukraine. Le mois dernier, le ministre chinois du commerce, Wang Wentao, a déclaré que la coopération économique et commerciale entre la Chine et la Russie s'était approfondie et était devenue plus "solide" sous la "direction stratégique" des deux dirigeants. Vous trouverez ci-dessous une liste des principaux projets et développements énergétiques entre la Russie et la Chine : La Russie exporte environ 2 millions de barils de pétrole par

jour vers la Chine, ce qui représente plus d'un tiers de ses exportations totales de pétrole brut. La Chine est le deuxième acheteur de pétrole russe après l'Inde. Environ 40 % des approvisionnements transitent par l'oléoduc Sibérie orientale-Océan Pacifique (ESPO), long de 4 070 km et financé par des prêts chinois d'une valeur estimée à 50 milliards de dollars. De janvier à septembre, la Russie a fourni 1,3 million de bpj de brut maritime, selon la moyenne des données fournies par Vortexa et Kpler. La Chine a également importé environ 800 000 bpj de brut ESPO par oléoduc, selon des sources commerciales chinoises. Les importations maritimes sont principalement constituées d'ESPO expédié depuis le port russe de Kozmino, dans le Pacifique, ainsi que d'Urals provenant de la mer Baltique. De janvier à septembre, les expéditions russes totales ont augmenté de plus de 400 000 bpj par rapport à l'année précédente, grâce à l'Oural, selon le traqueur de pétroliers Vortexa. Cette année, la Chine a économisé 4,34 milliards de dollars en important du pétrole russe, d'après une comparaison effectuée par Reuters des écarts de prix mensuels entre l'ESPO et le brut Tupi

du Brésil, et entre l'Oural et l'Oman, sur la base des informations de prix fournies par les négociants. **GAZ PIPELINE** Les exportations de gaz naturel russe par gazoduc vers l'Union européenne pourraient tomber à 21 milliards de mètres cubes cette année, soit près de deux tiers de moins que l'année dernière et plus de six fois moins qu'en 2021, selon les prévisions de la banque d'État russe VEB. Ce chiffre est inférieur aux 22 milliards de mètres cubes qui devraient être fournis à la Chine cette année via le gazoduc Power of Siberia, ce qui signifie que les exportations de gaz par gazoduc vers la Chine dépasseront pour la première fois les exportations de gaz de la Russie vers l'Europe. La principale voie d'exportation de gaz russe est le gazoduc Power of Siberia, long de 4 000 km, qui relie les gisements de Sibérie orientale au nord-est de la Chine. Les livraisons via le gazoduc Power of Siberia, qui n'est pas connecté au réseau de gazoducs russes en direction de l'ouest, ont commencé fin 2019 et devraient atteindre 38 milliards de m3 par an d'ici 2025, contre 10,5 milliards de m3 en 2021 et 15,5 milliards de m3 en 2022, dans le

cadre d'un contrat de 30 ans d'une valeur de plus de 400 milliards de dollars. La Russie a l'intention de construire un deuxième gazoduc vers la Chine, Power of Siberia 2, d'une capacité de 50 milliards de m3 par an, qui passerait par la Mongolie. Toutefois, les discussions sur les prix et d'autres questions liées à l'itinéraire n'ont pas encore abouti à des résultats tangibles. Lors de sa visite en Chine l'année dernière, le président Vladimir Poutine a obtenu un contrat de 30 ans pour la fourniture de 10 milliards de mètres cubes de gaz par an à la Chine via un nouveau gazoduc partant de l'île russe de Sakhaline. La société russe Novatek souhaite rivaliser avec le Qatar en tant que premier producteur mondial de GNL au cours des prochaines décennies, et des entreprises chinoises, dont CNPC, ont investi dans ses projets Yamal LNG et Arctic LNG-2. La Russie pourrait également fournir jusqu'à 10 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié à la Chine cette année, sur un total de 33 millions de tonnes de GNL produites en Russie.

AMAZON FRANCE

Forte augmentation des accidents du travail, les salariés «sous pression»

Une forte augmentation des accidents du travail, un absentéisme «alarmant», un turn-over important: un rapport passe au crible les pratiques sociales dans les entrepôts d'Amazon France, tandis que les salariés évoquent pratiques illégales et culture de la «pression». De ce document - élaboré par le cabinet indépendant Progexa pour le CSE central d'Amazon et transmis en octobre -, un chiffre frappant ressort: le nombre d'accidents du travail avec arrêt a plus que doublé en 2022, soit 1.132 incidents contre 482 l'année précédente. L'étude porte sur les 8 entrepôts et le siège. Les salariés interrogés par l'AFP, qui ont tous souhaité conserver l'anonymat et dont les prénoms ont été changés, expliquent ce chiffre par des «pressions» managériales, des «impératifs de résultats». «Sur les 7H30 de shift, plusieurs managers viennent, ils se passent le relais, ils ne vous lâchent pas», témoigne Nadia, 47 ans, qui travaille à Senlis (Oise) et se dit «démoralisée». Et en cas de blessure, beaucoup dénoncent une stratégie de «culpabilisation», comme

Hélène, qui s'est bloquée le dos: «Ils m'ont dit que c'était de ma faute». La manutentionnaire de 56 ans estime que c'est plutôt parce que dans son entrepôt à Sevrey (Saône-et-Loire) les employés manipulent depuis peu des colis jusqu'à 20 kilos, sans que les postes n'aient été adaptés ou sans machines, «pas disponibles». Benoît, également à Sevrey, affirme que quand il s'est blessé au bras, ses supérieurs ont voulu lui «faire signer un bon de départ», plutôt que de déclarer un accident du travail. Encore «interloquée», Brigitte, 50 ans, raconte que son supérieur l'a appelée après un accident lorsqu'elle travaillait de nuit pour lui proposer de prendre des «heures de récup» plutôt qu'un arrêt. Les employés estiment ainsi que le nombre d'accidents est minoré, Amazon faisant «n'importe quoi pour ne pas avoir d'accidents du travail», déplore Hélène. Jusqu'à demander à des employants souffrants, comme Nora qui a eu «un souci à l'épaule», de rester sur leur poste en dépit des douleurs. «Mon supérieur m'a dit: il y a de l'absentéisme, il n'y a personne, tu n'as pas le

choix». Mais l'étudiante de 23 ans a «fondu en larmes tellement la douleur était forte» au bout de plusieurs heures et a fini par quitter l'entreprise. Le taux d'absentéisme, à 15,9%, est «alarmant et s'explique notamment par la très forte hausse des arrêts pour maladie» (+91%), chiffre Progexa. «Nous offrons à nos plus de 20.000 salariés en France un environnement de travail sûr et moderne», s'est défendu un porte-parole d'Amazon, contacté par l'AFP. «Un sondage indépendant réalisé par l'Ifop en 2023 révèle que plus de 8 salariés d'Amazon sur 10 recommanderaient à leurs proches de venir y travailler et s'y projettent dans les prochaines années», a-t-il rappelé. Amazon a investi plus de 25 millions d'euros en 2022 en France dans des projets visant à améliorer la sécurité et le bien-être de ses salariés sur les sites logistiques, a encore déclaré le géant de la livraison. Dans son rapport, Progexa constate qu'Amazon rencontre des difficultés «à stabiliser» ses effectifs dans ses entrepôts, 9 salariés sur 10 ayant moins de 5 ans d'ancienneté.

ÉTATS-UNIS

Le syndicat automobile annonce une «nouvelle phase» dans la grève

Le syndicat United Auto Workers (UAW) a annoncé vendredi que le mouvement de grève engagé chez les constructeurs automobiles mi-septembre entrait dans «une nouvelle phase», n'ajoutant pas de sites grévistes mais prévenant qu'une extension pourrait intervenir «n'importe quand». «Aujourd'hui, je n'annonce pas d'arrêt de travail supplémentaire. A la place, j'annonce une nouvelle phase dans la grève», a indiqué Shawn Fain, lors de son point hebdomadaire sur les négociations portant sur les prochaines conventions collectives avec les trois grands constructeurs américains - «les Big Three» - Ford, General Motors et Stellantis. Ce sont désormais près de 34.000 employés des trois constructeurs qui sont mobilisés, sur leurs 146.000 salariés encartés à l'UAW. Six usines d'assemblage et 38 sites de distribution sont concernés, dans 22 Etats, selon le syndicat. «A partir de maintenant, nous mobiliserons les usines quand nous en avons besoin, où nous en avons besoin et avec un préavis très court», a lancé M. Fain, accusant les trois groupes de «faire traîner les choses». «Ils pensaient avoir décrypté les règles du jeu. Donc nous changeons les règles», a-t-il relevé, en référence au rythme adopté depuis le lancement de la grève le 15 septembre lorsqu'il annonçait chaque vendredi l'extension ou non des arrêts de travail en fonction des avancées des négociations. Mais le syndicat a créé la surprise cette semaine en appelant à la grève dès mercredi ses 8700 membres dans la Kentucky Truck Plant (KTP), la plus grande usine de Ford qui génère 25 milliards de dollars de chiffre d'affaires par an. «Les groupes commençaient à attendre le vendredi pour faire des progrès importants dans les négociations», a justifié Shaun Fain.

VOITURES :

les méga-presses de fonderie de Tesla vont-elles créer de giga-problèmes à la réparation ?

Le squelette des voitures est en pleine mutation. Avec ses "méga-presses", Tesla révolutionne la fabrication des véhicules électriques. En bien ou en mal ? Selon la Fédération de la distribution automobile, cette nouvelle méthode de production pourrait coûter cher aux automobilistes lors des réparations. En toute discrétion, d'immenses machines bouleversent l'industrie automobile. Il s'agit des "méga-presses" de fonderie (aussi appelées giga-presses) : des appareils capables de mouler des morceaux de carrosserie plus grands, afin de réduire le nombre de pièces métalliques dans le squelette des voitures. Tesla a joué les pionniers en introduisant cette technologie dans ses usines. Inspirés par l'entreprise américaine, de plus en plus de constructeurs s'en emparent, à l'image de Hyundai, Toyota et Volvo. Le hic, pour les automobilistes ? Les véhicules fabriqués avec des giga-presses seraient plus difficiles et plus chers à réparer. La sonnette d'alarme a été tirée début octobre par la Fédération de la distribution automobile (FEDA). L'organisation alerte les pouvoirs publics sur le risque de "réparations bien plus coûteuses à terme". Ce n'est pas tout : une voiture plus complexe à entretenir générerait aussi des frais d'assurance plus élevés, redoute la FEDA.

À quoi servent les giga-presses de Tesla ?

Pour comprendre ces inquiétudes, il faut revenir au boucan des usines automobiles. Pour une voiture traditionnelle, les morceaux de tôle se comptent en centaines et les points de soudure en milliers. Dans des ateliers ultra-automatisés où fusent les étincelles, les pièces métalliques sont assemblées par des machines. Ce ballet robotique est certes beau à contempler, mais tout cela coûte des sous. Les méga-presses pourraient changer la donne : en fabriquant des pièces métalliques plus grandes, les constructeurs pourraient réduire le nombre d'assemblages nécessaires à la réalisation d'une carrosserie, et donc sabrer les coûts liés aux robots de soudure. Les méga-presses font d'ailleurs partie des piliers de la performance de Tesla. Elles ont permis de remplacer des dizaines et des dizaines de pièces par des ensembles plus grands. Pour le patron de l'entreprise, Elon Musk, cette méthode "réduit le poids, simplifie grandement la fabrication, augmente la tenue de route et diminue les bruits de roulement". On retrouve cette innovation à bord de la Model 3, de la Model Y et aussi du futur Cybertruck. Et la marque américaine cherche à repousser les limites de cette technologie pour lancer un véhicule d'entrée de gamme, souvent surnommé "Model 2" ou "Model A". Tout aussi désireux de diminuer leurs coûts de production sur les voitures électriques, d'autres constructeurs ont d'ores et déjà annoncé des investissements pour expérimenter ou utiliser des presses de fonderie géantes. Parmi eux, Ford, Hyundai, Toyota, Volvo ou encore la marque chinoise Zeekr. Autant dire que cette nouvelle architecture de voiture pourrait concerner de plus en plus d'automobilistes.

Le jour où BMW a fait renaître le mythe Mini

Nous sommes en 1994. BMW se retrouve propriétaire de Rover, et hérite de la marque Mini. L'ancienne gloire anglaise a déjà plus de trente ans de carrière à son actif, un record dans la production automobile. Que faire de cette marque ? Il faut sauver Mini et lui offrir une descendance. Voici l'histoire de la Mini du 21^{ème} siècle.

Au milieu des années 90, l'industrie automobile anglaise achève sa lente agonie. Pendant que Volkswagen s'offre le joyaux Bentley et se dispute le rachat de Rolls-Royce avec BMW, un autre mythe est sur le point de tomber dans l'escarcelle des allemands, Mini ! En se portant acquéreur de Rover, la toute petite voiture si mignonne se retrouve sous pavillon germanique. Le rachat de Rover se passera mal. BMW est décidé à laisser mourir le constructeur au Drakkar. Mais pour Mini, BMW en est certain, c'est une pépite qu'il faut faire fructifier.

Quel avenir pour Mini ?

Commence alors une longue réflexion au sein de l'état-major du constructeur de Munich. On continue dans un premier temps à commercialiser, avec une confortable marge, le modèle original, sorti en 1969. Mais cette Mini, aussi importante fut elle pour l'histoire de l'automobile et de l'Angleterre, ne correspond plus à aucun standard de sécurité ou de performance. BMW transforme le modèle en marque et met les ingénieurs au défi de concevoir une nouvelle génération de Mini.

Conserver l'esprit ?

En 1997, soit trois ans après le rachat par BMW, un premier concept car est présenté lors du Rallye Monte Carlo. Le concept ACV30 vient célébrer dignement les trente ans de la première victoire d'une Mini Cooper sur le rallye. L'Anniversary Concept Vehicle est la première vision de ce que pourrait être une Mini des années 2000. C'est un petit coupé rouge au toit blanc, les couleurs des versions Cooper qui s'illustraient en rallyes. Avec ses projecteurs additionnels et



ses ailes proéminentes elle remet le style de la marque au goût du jour. Mais il ne s'agit que d'un concept, imaginé à la hâte sur un châssis de MG.

Tout changer ?

L'autre piste envisagée consiste à reprendre l'idée d'un véhicule mini-maliste et le plus petit possible, adapté aux exigences modernes mais dépourvu de toute filiation esthétique avec la première Mini. Finalement la première Mini avait surpris le monde entier, pourquoi ne pas tout changer de nouveau ? En mars 1997, à une époque où on tenait encore salon à Genève, sont dévoilés les concepts Spiritual et Spiritual Two. Leur style mono-volume inédit tient dans les dimensions de la première Mini. On change tout mais on garde

ce qui a fait le concept Mini, la taille et le poids réduits.

Choix cornélien

Entre ces deux visions, une néo-rétro au style classique et une autre en rupture totale avec le style anglais, difficile de choisir. Ce sont quinze maquettes grandeur nature qui seront mises en concurrence. Quatre maquettes proviennent des équipes de Rover, cinq du centre de design BMW californien, cinq autres de BMW Allemagne et une dernière d'un bureau de design en Italie.

Le succès du revival de Coccinelle sous la forme de la New Beetle a peut-être inspiré BMW, qui choisit la proposition du studio Californien de la marque.

La nouvelle Mini sera immédiatement identifiable comme une Mini

grâce à son style néo-rétro et peu importe si la Mini est beaucoup plus grosse que l'originale. En ce sens, elle ne fait que suivre l'inflation en poids et en taille prise par ses concurrentes depuis 1969.

En route vers le succès

La nouvelle Mini est commercialisée en juillet 2001 et séduit instantanément le public. Les versions se multiplient et BMW vend plus de 300 000 Mini par an. Entre la 3 portes, le cabriolet, le break Clubman, la Countryman 4X4, le Coupé, le roadster, les versions Cooper c'est une véritable gamme qui couvre un maximum de besoins. La petite Mini avait révolutionné la voiture de ville en 1969, BMW la transforme en une vraie marque, à l'image... toujours aussi british.

Hyundai Motor va produire les voitures électriques ARCFOX de BAIC à Pékin

Hyundai Motor a décidé de produire les voitures électriques ARCFOX de Beijing Automotive Group Co dans son usine de Pékin afin de faire une percée sur un marché important où il a eu du mal à s'implanter, selon un rapport de presse publié mercredi.

La production, si elle se concrétise, serait la première incursion de Hyundai dans la fabrication d'une marque extérieure sous contrat, a rapporté le Korea Economic Daily en citant l'industrie automobile et des sources chinoises locales.

Il est prévu que Beijing Hyundai Motor, une coentreprise de Hyundai Motor et Beijing Automotive Group (BAIC), produise les véhicules ARCFOX, et les entreprises discutent des détails, selon le rapport citant les sources. Beijing Hyundai Motor supervisera probable-



ment la conception, la production et le contrôle de la qualité et utilisera son usine de Pékin, selon le rapport.

Interrogé sur ce rapport, Hyundai Motor a déclaré à Reuters qu'il "étudiait actuellement diverses mesures pour la production de véhicules électriques, mais que rien n'avait encore été décidé".

BAIC n'était pas immédiatement disponible

pour des commentaires en dehors des heures d'ouverture.

Ce rapport intervient alors que le troisième constructeur automobile mondial en termes de ventes et sa filiale Kia s'efforcent de restructurer leurs activités en Chine afin de se concentrer sur la rentabilité.

Hyundai, qui possédait cinq usines en Chine à son apogée, en a vendu une en 2021. Il prévoit à terme de n'en exploiter que deux, en optimisant la production pour l'exportation vers les marchés émergents.

La décision de produire des véhicules ARCFOX vise à "établir une tête de pont dans la nouvelle poussée sur le marché chinois en mettant en place une ligne de production de véhicules électriques", selon une source chinoise locale citée dans le rapport.

R.E./Reuters

Le Bluetooth a du souci à se faire avec cette technologie révolutionnaire qui vient de Chine !

Le constructeur Huawei s'associe avec 300 autres partenaires pour promouvoir sa technologie NearLink. Avec ses seules performances, celle-ci aurait de quoi mettre à la retraite la norme Bluetooth actuelle.

Le Bluetooth est désormais la norme de connexion passe-partout. Il est utilisé pour jumeler tous les accessoires, comme les montres connectées, les enceintes, et même les réfrigérateurs... Mais, imaginez qu'une technologie équivalente vienne la mettre au rebut en raison de ses performances exceptionnelles. C'est ce que propose Huawei avec sa technologie NearLink. Destinée comme le Bluetooth à assurer une connexion sans fil à courte portée, elle combine à la fois les avantages du Wi-Fi et du Bluetooth. Huawei affirme que NearLink assure un débit de transmission des données six fois supérieur à celui du Bluetooth. La latence serait réduite à 1/30e, par rapport à la norme actuelle. La distance de couverture serait doublée et la connexion bien plus stable avec un système anti-interférences apportant une



amélioration de 7 dB. Pour couronner le tout, la consommation d'énergie serait réduite de 60 % par rapport au Bluetooth. Ce dernier argument frappe fort pour prolonger l'autonomie des appareils connectés, à l'instar des montres.

Huawei, qui fait partie de la liste noire des Américains et qui est même banni de la plupart des États de l'Union européenne, ne s'est pas lancé tout seul dans l'aventure. Trois cents entreprises et institutions suivent la marque chinoise mais, en raison du blo-

cus actuel, pratiquement toutes ces sociétés viennent de Chine. On trouve notamment parmi eux, Honor, Lenovo et Hisense. Étonnamment, le fondateur taiwanais Mediatek fait partie des deux seuls autres pays qui ont intégré ce consortium. L'autre pays est la France avec Saint-Gobain. Officialisée aujourd'hui, la technologie NearLink est intégrée au dernier smartphone Mate 60 et au Mate-Pad Pro 13.2 de Huawei. Elle devrait être déployée progressivement chez tous les fabricants chinois. Cette arrivée en force ne devrait pas pénétrer le marché américain en raison du bannissement de la marque. En revanche, il pourrait bien y avoir des impacts sur le marché européen où les smartphones chinois sont très populaires en raison de leur rapport qualité/prix. Dans tous les cas, le Bluetooth devra cohabiter avec NearLink pour un bon moment encore.

UNE TECHNOLOGIE INÉDITE ?

L'iPhone 17 Pro sera le premier avec le RCC

L'analyste de TF Securities Ming-Chi Kuo vient de publier un nouveau rapport concernant le futur des iPhone. Il mentionne l'arrivée de la technologie RCC (une résine recouverte de cuivre) qui doit permettre de réduire la taille des circuits imprimés dans les iPhone. Selon les dernières informations de Ming-Chi Kuo, Apple ne serait pas prêt pour introduire la technologie RCC dès l'an prochain dans ses iPhone 16 Pro. Il faudrait donc attendre 2025 et l'arrivée de l'iPhone 17 Pro pour voir cette nouvelle technologie faire son entrée dans la liste des composants de l'iPhone. Dans son rapport Kuo explique qu'actuellement

une seule entreprise, Ajinomoto, est en mesure de fournir des matériaux RCC en grande quantité, c'est donc le seul partenaire possible pour Apple. Toujours selon Kuo, les deux entreprises sont en train de discuter d'une alliance commune et si ces échanges aboutissent avant le 3e trimestre de 2024 il serait alors possible de retrouver des cartes-mères RCC dans l'iPhone 17 Pro à la rentrée scolaire 2025.

Le RCC, une révolution en devenir ?
L'arrivée du RCC dans les iPhone ne fait plus aucun doute sur le long terme. Cette technologie présente de nombreux avantages par rapport à la fibre de verre qui est aujourd'hui utilisée par la

marque à la pomme pour recouvrir ses cartes mères dans les iPhone. Mais Apple veut faire les choses dans le bon ordre et la firme de Cupertino a encore quelques doutes sur la « fragilité » de cette technologie. Pour l'heure le RCC n'a pas réussi à passer les épreuves de chute en interne et Apple doit trouver une solution pour le consolider avant de l'utiliser. Avec le RCC plusieurs analystes pensent qu'Apple pourra gagner de précieux millimètres au cœur de ses téléphones. La marque à la pomme pourrait alors revoir l'agencement des composants et ainsi donner à l'iPhone de demain un nouveau look.

Pourquoi le métavers de Mark Zuckerberg est en difficulté

Il fut un temps, avant ChatGPT, où le monde de la technologie parlait de quelque chose de complètement différent. Vous vous souvenez du métavers ? Pendant un certain temps, il a dominé l'actualité technologique. Un monde de réalité virtuelle qui serait si immersif, si captivant, que nous voudrions y passer une partie de notre vie. "La qualité déterminante du métavers sera le sentiment de présence", a déclaré le chef de Meta lors de l'annonce du changement. "Se sentir réellement présent avec une autre personne est le rêve ultime de la technologie sociale. C'est la raison pour laquelle nous nous concentrons sur la construction de cette technologie", a expliqué Zuckerberg. "Dans le métavers, vous pourrez faire presque tout ce que vous pouvez imaginer", a-t-il ajouté. Personne ne peut l'accuser de manquer d'ambition. Mais près de deux ans plus tard, la vision du métavers de Zuckerberg est en difficulté. En avril, il a tenu à préciser qu'il ne voulait pas abandonner l'idée. "Il a été dit que nous nous éloignons d'une certaine manière du métavers, a-t-il déclaré aux investisseurs. Je tiens à dire clairement que cela ne correspond pas à la réalité."

Une réalité virtuelle non rentable
Ce mercredi 27 septembre 2023, l'entreprise organise son événement annuel de réalité virtuelle appelé Meta Connect. C'est peut-être l'occasion pour Zuckerberg de réexpliquer les raisons qui l'ont poussé à choisir une société de réseautage social extrêmement rentable et à détourner son attention vers une société de réalité virtuelle extrêmement peu rentable. Comment cela, non rentable ? Les chiffres les plus récents de Meta

sont à pleurer. Reality Labs, qui, comme son nom l'indique, est la branche de Meta spécialisée dans la réalité virtuelle et augmentée, a perdu la somme stupéfiante de 21 milliards de dollars US depuis l'année dernière. Ces pertes s'expliquent en partie par des investissements à long terme. Meta ne s'attendait pas à des retours sur investissement à court terme, mais ce qui est inquiétant pour l'entreprise, c'est que, jusqu'à présent, il y a très peu de preuves que cet énorme pari fonctionne. Horizon Worlds, un jeu publié par Meta, est le plus proche de la création d'un métavers. Les utilisateurs peuvent accéder à différents environnements (cafés, clubs de comédie, boîtes de nuit, terrains de basket) pour se retrouver et jouer. Les utilisateurs se plaignent des mondes vides et disent qu'il n'y a tout simplement pas assez de monde pour que le jeu soit amusant. Ou, s'il y a des gens, ce sont généralement des enfants. Mais la plus grande critique est que l'aspect du jeu est plutôt médiocre, proche des graphismes de la Nintendo Wii en 2006 plutôt que de l'expérience de réalité virtuelle luxueuse promise par Zuckerberg.

Casques Quest
En ce qui concerne les casques de réalité virtuelle de Meta, il est difficile de voir comment la technologie actuelle se rapproche de la vision exprimée par le patron de l'entreprise. Meta a vendu plus de 20 millions d'unités, selon un article de Verge datant du début de l'année. Ce n'est pas mal, et ses casques Quest 2 ont reçu des critiques positives. Mais en termes de chiffres, il y a beaucoup de consoles de jeux vidéo qui ont fait mieux.

Sony affirme que sa PlayStation 5 s'est vendue à 40 millions d'exemplaires, par exemple. N'oublions pas que Mark Zuckerberg n'assimile pas le succès à une console de jeu : il veut révolutionner la façon dont nous vivons, travaillons et, comme il le dirait, "nous connectons". Pour parler franchement, la réalité virtuelle est encore marginale. Ce n'est pas la façon dont la plupart des gens jouent, et ce n'est certainement pas la façon dont la plupart des gens choisissent de passer leur temps. La vie réelle reste obstinément attrayante. En juillet, lors d'une conversation téléphonique avec des investisseurs, quelqu'un a demandé à Zuckerberg pourquoi il avait dépensé tout cet argent. "Aidez-nous à comprendre", lui a-t-on demandé. Zuckerberg a répondu qu'il comprenait la frustration et a admis : "Je ne peux pas vous garantir que je vais réussir ce pari..." Zuckerberg pourrait tenter de redonner vie à un concept qui a désespérément besoin d'oxygène. Nous en saurons probablement plus sur le nouveau casque de Meta, le Quest 3, et sur l'évolution d'Horizon Worlds vers les appareils mobiles et de bureau (pour que vous n'ayez pas à porter un casque pour jouer). Nous entendrons également diverses annonces concernant l'IA. Il ne fait aucun doute que nous entendrons à nouveau que le métavers est un projet à long terme et que nous n'avons pas encore vu le véritable métavers. Zuckerberg y croit certainement encore, comme il l'exprime à travers le chéquier de Meta. En juillet, il a déclaré que Reality Labs devrait enregistrer des pertes encore plus importantes l'année prochaine. Le métavers est donc toujours bien vivant chez Meta, mais la plupart des autres acteurs du monde de la technologie semblent avoir tourné la page.

DAVID WANG
DE HUAWEI

**la technologie
UBB5.5G maximise
la productivité
numérique**

Lors du 9e Forum sur l'ultra-haut débit (UBBF 2023), David Wang, directeur exécutif du conseil d'administration de Huawei, président du conseil d'administration de l'infrastructure TIC, a prononcé un discours intitulé « L'UBB5.5G maximise la productivité numérique » autour des derniers développements et des meilleures pratiques de l'industrie du très haut débit. Au cours de cette allocution, il a présenté ses perspectives sur l'orientation stratégique actuelle du très haut débit (UBB), à savoir la modernisation des réseaux, l'accélération de l'application généralisée des technologies numériques et la maximisation de la productivité numérique. L'application plus poussée des technologies numériques dans l'économie réelle entraîne une augmentation de la productivité. Cette soi-disant productivité numérique devient rapidement un moteur de croissance pour l'économie numérique. Par ailleurs, les technologies numériques, telles que le cloud, l'IA, la 5G et l'UBB, sont en constante évolution. Celles-ci sont maintenant utilisées dans les entreprises et les foyers grâce à de nouveaux services numériques. L'application de ces technologies a non seulement accéléré la transformation numérique pour les entreprises, mais a aussi apporté un divertissement, une vie et un travail plus intelligents au grand public. L'adoption de ces nouveaux services s'ajoute aux progrès de la productivité numérique. M. Wang a déclaré : « À l'origine, l'objectif principal des réseaux à très haut débit était de fournir une connectivité.

Mots fléchés

Établissement		Costume		Envoyés à domicile		Valeur positive		Bavarde		Possèdent		S'allonge une fois sur quatre	
Défense		Lieu de culte		Exprimer sa joie				Récipient à infusion		Refuge vert			
												Sur le champ	
Saisir						Membre d'un ordre religieux							
Magasin d'armes													
									Virginien célèbre		Largeur de tissu		
											Singe gracie		
Estocs						Société							
Carburant						Roublarde							
				Chargé de fonction	Mis en condition		L'Estonie originale						Nécessaire
				Très fatiguée			Penderie						
Récupérer										Blason			
Rapport sans fin										Grand espace			
		Éperon							Plongeoir				
		Provoque le cancer											
Virage glissant					Voisine d'Aix			Point sur la carte				Incohérente	
Acquise à nouveau					Lettres de Rail Road								
									Pieu		Capone intime		
											Scandium en éprouvette		
Nom populaire	Gros villages							Coule fort					
	Grosses vagues							Délicieux					
					Facilité								Carte maîtresse
Pièce de charue				Dure un an							Possessif		
Plus que copain				Restaurant d'officiers							Cobalt		
			Issue		Fleuron de la SNCF				Les siens	Circons-tance			
										Idem			
Porte la culotte					Usure naturelle								Petite cale
Influence réciproque													
						Cours d'Afrique					Petite lucarne		
						Escarpement					Mâchoire de l'étau		
Fleuve de Russie	Lentilles				Trompes de chasse					Coeur de miche			
	Barrot				Paresseux					Pronom			
		Magnésium du chimiste		Fusil					Chef de la basse-cour				Son Excellence
				Équerre					Titane au labo				
Camara-derie							Matrice						
Évaluée													
					Véhicule de transport					Fleuve côtier normand			

Journées d'information sur l'accompagnement des entreprises

La Direction générale des Douanes lancera, à partir de mercredi, des Journées d'information sur la thématique de « l'accompagnement des entreprises en faveur de la relance économique », en coordination avec la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) et l'Agence nationale de la promotion du commerce extérieur (ALGEX), a indiqué un communiqué de la Direction. La première Journée d'information, consacrée aux « systèmes douaniers économiques destinés à la promotion de l'investissement », est prévue le 18 octobre au siège d'ALGEX, précise le communiqué.



TEBBOUNE PRÉSIDE UNE RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Plusieurs dossiers examinés

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen du projet de loi de finance pour l'exercice 2024 et d'exposés relatifs à plusieurs secteurs, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"M. Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, ce jour, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen du projet de loi de finances pour l'exercice 2024 et d'exposés relatifs aux secteurs de l'Intérieur, de l'Enseignement supérieur, de l'Agriculture, de la Poste et des Télécommunications et des Travaux publics", lit-on dans le communiqué de la Présidence de la République.

COOPÉRATION INTERNATIONALE

Une délégation roumaine chez la Protection civile

Le directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Boughlaf, a reçu, dimanche, une délégation roumaine conduite par le Secrétaire d'Etat au ministère de l'Intérieur et chef de la gestion des urgences en Roumanie, accompagné de l'ambassadeur de Roumanie en Algérie.

Les deux parties ont discuté des modalités de coopération dans le domaine de la gestion des catastrophes majeures.

Lors de la visite de la délégation roumaine au Centre national de coordination et à la Cellule de suivi des catastrophes majeures, une présentation a été faite sur la manière de gérer les situations de crise et les différentes plateformes et technologies utilisées.

La délégation a également visité le Musée National de la Protection Civile, où elle a suivi des explications sur l'histoire et l'évolution du Corps.

COOPÉRATION

Convention de partenariat entre l'université Batna-2 et la tunisienne El-Manar

Une convention de coopération et de partenariat a été signée entre l'université chahid Mustapha-Benboulaïd (Batna-2) et l'université tunisienne El-Manar, a indiqué dimanche à l'APS le recteur de l'université Batna-2, Dr Hacene Smadi.

L'accord paraphé par les recteurs des deux institutions porte sur la coopération en matière de recherche scientifique notamment dans les domaines de l'informatique, l'intelligence artificielle et la technologie, a précisé Dr Smadi, affirmant que cette entente ouvrira aux deux parties des perspectives de promotion de la recherche scientifique et d'évolution au classement des universités à l'échelle mondiale.

En marge de la signature, la délégation de l'université El-Manar a visité les structures pédagogiques de l'université Batna-2 et ses centres de technologies de l'information, de l'audiovisuel, de surveillance, de simulation médicale ainsi que l'institut de l'informatique et son centre de données, selon la même source.

MASSACRES DU 17 OCTOBRE 1961

Un crime ignoble à l'encontre des Algériens

Des participants à une conférence abritée, dimanche, par le Forum du journal Ech-Chaâb, ont affirmé que les massacres français à l'encontre des Algériens ayant participé aux manifestations du 17 octobre 1961 à Paris, représentent "un crime d'Etat" ignoble à l'encontre de civils sans défense qui ont exercé un droit mentionné dans les chartes internationales des droits de l'homme.

Intervenant lors du forum organisé au siège du journal, sous le titre "17 Octobre, une commémoration de la lutte des travailleurs à l'exil", le chercheur dans le mouvement national, Amar Rekhila a estimé que le crime à l'encontre des Algériens a débuté avec la décision d'imposer un couvre-feu, en dépit du fait que les lois doivent s'appliquer à tous et non à certains citoyens.

"La riposte est venue de la part du Front de libération nationale (FLN), par l'organisation de marches

pacifiques pour briser cette interdiction, mais la répression française a été sauvage et irraisonnée, à travers un carnage commis à l'encontre des Algériens par les mains de la police, de la gendarmerie et de l'armée françaises", a-t-il affirmé.

"Les arrestations ont débuté dès que les marches se sont mises en branle. Ainsi, des centaines de personnes ont été jetées dans La Seine, ligotées les unes aux autres en les chargeant de poids à même de les faire noyer, alors que des personnes ont été arrêtées, rassemblées puis massacrées, portant le bilan à 1.800 martyrs, sans oublier plusieurs personnes qui ont été déplacées dont certaines jetées au large", a-t-il encore rappelé.

Cette hécatombe, aussi cruelle soit-elle, a cependant montré que les Algériens établis en France étaient tout aussi engagés que leurs frères en Algérie, a-t-il fait observer, rappelant les

mouvements politiques nés au sein des travailleurs immigrés en France pour ne citer que l'Etoile nord-africaine et leur contribution financière à la cause.

Pour le membre de la fédération du FLN en France, le moudjahid Mohamed Ghafir dit Moh Clichy, les militants dont le nombre avoisinait les 80.000 avaient décidé de manifester leur rejet de la mesure interdisant aux Algériens de circuler de 20:00 à 05:00 du matin.

Le commandement de la Révolution avait donné son approbation pour l'organisation de manifestations pacifiques sans port d'armes blanches se contentant de briser le couvre-feu imposé dans les rues de Paris.

Intervenant à l'occasion, la moudjahida Fria Guermia a affirmé que la date du 17 octobre 1961 qui restera gravée dans la mémoire collective, illustre l'union des Algériens sous la bannière du FLN.

AGRESSION SIONISTE CONTRE GHAZA

50% des victimes sont des enfants

La ministre palestinienne de la Santé, Mai Al-Kaila, a déclaré dimanche que 50% des personnes tombées en martyrs dans l'agression sioniste en cours sur la bande de Ghaza depuis 9 jours, sont des enfants.

Mme Al-Kaila a dénoncé le refus par les autorités sionistes d'autoriser les convois humanitaires à entrer dans la ville assiégée.

Elle a fait savoir, à ce propos, que le Comité international de la Croix-Rouge a été empêché par les autorités sionistes

d'apporter de l'aide médicale dans la ville palestinienne.

La ministre a mis en garde contre la détérioration des conditions, déclarant : "La situation est catastrophique. Les équipes médicales sont très épuisées. L'hôpital de Beit Hanoun est hors service, et la panne d'électricité et le manque de carburant signifient que les services sont arrêtés".

Et d'ajouter : "50% des personnes tuées dans les bombardements (sionistes) sont des enfants".

La ministre palesti-

nienne a affirmé, en outre, que "470.000 Palestiniens ont été déplacés à la suite des bombardements. 752 tours ont été ciblées, environ 2.000 logements ont été détruits et 23 ambulances ont été bombardées".

L'agression sioniste qui se poursuit pour le neuvième jour consécutif dans la bande de Ghaza et en Cisjordanie occupée a fait 2.384 martyrs et 10.150 blessés parmi les Palestiniens, selon le ministère palestinien de la Santé.

CAUSE PALESTINIENNE

Goudjil réaffirme la position immuable de l'Algérie

Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil a réaffirmé, dimanche lors d'une audience accordée au chef du département politique du Mouvement de résistance islamique palestinienne (Hamas), Sami Abu Zuhri, la position immuable de l'Algérie en soutien à la juste cause palestinienne.

Lors de cette rencontre, "les deux parties ont passé en revue les derniers développements de la situation dans les territoires palestiniens occupés, suite aux tueries, aux bombardements et au déplacement forcé commis par l'entité occupante contre le peuple palestinien dans la bande de Ghaza et en Cisjordanie".

Le président du Conseil de la nation a réitéré "la position immuable de l'Algérie en soutien à la juste cause palestinienne et au droit inaliénable et imprescriptible du peuple palestinien à recouvrer ses terres et à vivre dans la dignité dans un Etat indépendant avec El Qods pour ca-

pitale, conformément à la légalité internationale et à l'initiative de paix arabe".

Il a rappelé "la position exprimée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors des fora internationaux et régionaux, notamment l'allocation prononcée devant la 78e session de l'Assemblée générale de l'ONU".

Soulignant "l'importance de l'unité et du resserrement des rangs pour réaliser la victoire contre l'occupant", le président du Conseil de la nation a évoqué la glorieuse guerre de Novembre "où les Algériens avaient renoncé à leurs obédiences politiques pour faire prévaloir l'intérêt de la patrie", appelant les Palestiniens "à s'unir et à s'attacher à l'unité et au projet politique national tel qu'énoncé dans l'Accord d'Alger".

M. Goudjil a également souligné "l'importance pour la communauté internationale de bannir la politique de deux poids, deux mesures et d'assurer la pro-

tection du peuple palestinien, conformément aux résolutions de la légalité internationale et aux dispositions du droit international humanitaire".

De son côté, M. Abu Zuhri a passé en revue la situation à Ghaza, suite aux agressions de l'entité sioniste criminelle à l'encontre des habitants de la bande, saluant le rôle des médias algériens en soutien à la cause palestinienne en cette conjoncture difficile et critique.

Il s'est félicité du "soutien inconditionnel apporté par l'Algérie à la cause palestinienne et son appui permanent au peuple palestinien contre l'occupation israélienne inique, son rejet de la normalisation et son refus de mettre la victime et le bourreau, dans l'agression contre Ghaza, sur un pied d'égalité", mettant en avant "la fierté des Palestiniens de la Glorieuse révolution algérienne qui est leur source d'inspiration pour la réalisation de la victoire et de l'indépendance".